

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

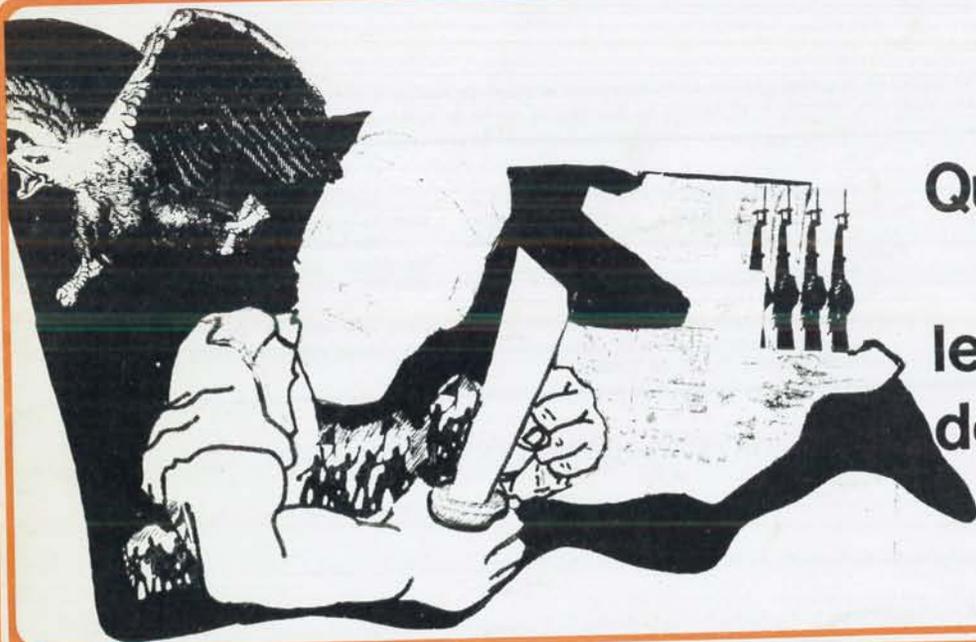
MOYEN-ORIENT

**Une grave
crise interne
menace l'unité
de l'OLP**



GUATEMALA

**Quoiqu'en dise
Reagan,
les massacres
de populations
continuent**



CISJORDANIE

**Interview exclusive de Karim Khalaf, maire de Ramallah,
démis de ses fonctions par les autorités israéliennes**

Sommaire du numéro 154 du 4 juillet 1983

- | | | | |
|----|--|--|--|
| 3 | GRANDE-BRETAGNE | Après la défaite du Parti travailliste | John ROSS |
| 6 | GUATEMALA | Quoiqu'en dise Reagan, les massacres de populations continuent | DOCUMENT |
| 10 | MOYEN-ORIENT | Une grave crise menace l'unité de l'OLP | Livio MAITAN |
| 14 | CISJORDANIE | Entretien avec Karim Khalaf, maire de Ramallah | Propos recueillis pour <i>Inprecor</i> |
| 16 | ISRAEL | Campagne pour la libération d'Udi Adiv | Lea LECHEM |
| 17 | FEMMES | Bilan de la première conférence internationale sur les femmes et le travail | D. ERBA et R. CARBONI |
| 20 | FINLANDE | Une longue tradition de gouvernements de collaboration de classes | Pekka HAAPAKOSKI |
| 24 | NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE | | |
| | MEXIQUE : Le PRT milite pour une organisation nationale des femmes. ILE MAURICE : Vers des élections générales anticipées. EL SALVADOR : La position du FMLN-FDR sur les négociations. PORTO RICO : Installation d'une nouvelle base US. ETAT ESPAGNOL : Nouveau glissement à droite de l'UGT. | | |
| 28 | NICARAGUA | La parole à Ernesto Cardenal, prêtre, révolutionnaire et ministre de la Culture du gouvernement sandiniste | Propos recueillis par <i>La Brèche</i> |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La défaite électorale du Parti travailliste

LES élections législatives britanniques du 9 juin dernier ont donné une majorité écrasante de sièges (397 sur 650) au Parti conservateur (Tory) pour 42,6 % des suffrages. C'est la plus large majorité qu'il n'ait jamais obtenue à la Chambre des Communes. Les variations des résultats selon les régions ont fait apparaître que le Parti conservateur est arrivé en tête dans le Sud et dans les Midlands. Le Parti travailliste (Labour) s'est contenté de conserver sa base électorale dans les centres industriels d'Écosse et du Pays de Galles et du nord de l'Angleterre, mais passe de 36,9 % des suffrages en 1979 à 27,6 % en 1983.

Margaret Thatcher a perçu ces résultats comme « un mandat incontestable » pour continuer sa politique antiouvrière et antisyndicale. La composition du nouveau Conseil des ministres fait apparaître que les éléments qui ne sont pas, dans le Parti conservateur, des inconditionnels de Margaret Thatcher, ne joueront guère de rôle important dans le nouveau gouvernement.

Le résultat des élections n'a fait qu'intensifier les dissensions internes dans le Parti travailliste : celles-ci s'expriment autour de l'élection du nouveau leader travailliste, qui doit se tenir lors de la conférence nationale annuelle en octobre prochain. Michael Foot a déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas, et la lutte a commencé entre les candidats de l'aile droite et de l'aile gauche du Parti. Le dirigeant le plus connu de la gauche, Tony Benn, n'ayant pas été réélu au Parlement, ne peut présenter sa candidature.

La nouvelle troisième force sur l'échiquier politique britannique, l'Alliance, formée par le Parti libéral et le nouveau Parti social-démocrate (SDP), a fait, avec 24,6 % des voix, un score assez voisin des 27,6 % du Parti travailliste. Cependant, en raison du système électoral britannique — scrutin majoritaire à un tour — l'Alliance n'obtient, avec 23 élus, qu'un dixième du nombre des sièges remporté par le Parti travailliste, qui obtient 209 élus.

Sans conteste, le résultat de ces élections représente une défaite politique pour la classe ouvrière, dont seule une minorité a accordé sa confiance au Parti travailliste, en votant pour lui. Cela met également fin au système bipartite traditionnel en Grande-Bretagne entre conservateurs et travaillistes. Le nombre de voix obtenues par l'Alliance montre qu'on ne peut pas la considérer comme un phénomène sans lendemain, et qu'elle représente un facteur politique avec lequel il faut compter.

John ROSS

La presse a parlé d'une victoire décisive du Parti conservateur aux élections de juin 1983. La réalité est pourtant tout autre. Margaret Thatcher a en fait obtenu, avec 42,4 % des suffrages exprimés, la proportion de voix la plus basse jamais enregistrée par un gouvernement disposant d'une telle majorité parlementaire. On ne peut donc dire qu'elle a remporté un mandat populaire pour sa politique.

Le second résultat de ces élections, non moins significatif, est la défaite catastrophique du Parti travailliste, défaite rendue largement possible par la politique de sabotage de James Callaghan et de Dennis Healey (1). Mais le coup le plus dur lui a été porté par le score de l'Alliance, formée par le Parti social-démocrate et les libéraux. Ainsi, alors que les conservateurs ne

bénéficient en aucun cas d'un mandat populaire pour mettre en œuvre leurs projets inavoués (2), le mouvement ouvrier doit se reconstituer complètement pour poursuivre son combat.

Le mouvement ouvrier britannique a une tradition profondément anti-conservatrice, et le résultat des élections de 1983 le confirme à nouveau : Thatcher s'est montrée incapable d'élargir sa base électorale, malgré la débâcle de la campagne du Parti travailliste. En fait, le parti de Margaret Thatcher, en perdant 700 000 voix entre 1979 et 1983, a enregistré une baisse, en passant de 43,9 % à 42,4 %. Les résultats de ces élections confirment donc le déclin constant des voix conservatrices, qui se poursuit depuis maintenant 50 ans. C'est pourquoi toute comparaison avec la période de l'entre-deux-guerres, époque où les conservateurs étaient la force

politique dominante, serait incongrue. Dans les années 1930, les gouvernements conservateurs avaient réussi à gagner un réel soutien de masse. En 1935, par exemple, ils avaient été élus avec 53 % des voix.

Aujourd'hui, une large majorité de ceux et de celles qui ont donné leur voix à l'Alliance, indépendamment du but recherché par ses dirigeants, ont montré par là qu'ils étaient opposés au démantèle-

1. Leader de l'aile la plus droitrière du Parti travailliste. Voir à ce sujet l'article de Paul Lawson, « Une défaite électorale qui va aiguïser la lutte au sein du Labour Party », *Inprecor*, numéro 146, 28 mars 1983.

2. Au cours de la campagne électorale, certains documents internes du gouvernement Thatcher, tombés aux mains de la presse, ont révélé que des projets visant notamment à démanteler le secteur de la Santé publique, à porter de nouvelles attaques aux syndicats, étaient en préparation.



Michael Foot a déjà annoncé son retrait du poste de « leader » du Parti travailliste. (DR)

La signification de ces résultats électoraux est analysée de manière plus complète dans l'article publié ci-après, repris du numéro du 17 juin dernier de *Socialist Action*, hebdomadaire soutenu par nos camarades de la Socialist League (SL), section britannique de la IVe Internationale.

ment du secteur de la Santé publique et aux attaques contre les droits démocratiques que ce gouvernement conservateur entend mener à bien. Autre fait significatif, une majorité décisive de l'électorat — 58 % — n'a pas voté pour Thatcher. C'est pourquoi les dirigeants de la gauche travailliste, Ken Livingstone et Arthur Scargill, ont absolument raison de dire que le mouvement ouvrier doit maintenant se tourner vers la lutte extra-parlementaire pour défendre les droits des travailleurs. Le potentiel nécessaire au développement d'une telle lutte existe. Les membres du Parti travailliste qui ont participé à la campagne électorale se sont montrés plus enthousiastes, plus actifs et plus militants qu'au cours des années précédentes. Ceux et celles qui ont voté pour le manifeste électoral travailliste, dénoncé comme gauchiste par les mass média, l'ont fait plus consciemment que jamais auparavant.

LES ATTAQUES DES CONSERVATEURS CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Les conservateurs se rendent compte des obstacles qu'il leur faudra franchir pour mener à bien leurs projets soigneusement dissimulés, et ils savent que leur popularité va décliner encore plus rapidement au fur et à mesure de leur mise en application. C'est pourquoi ils cherchent à se renforcer et à détruire leurs opposants. Il leur faudra, pour cela :

- couper les finances du Parti travailliste en empêchant l'octroi de fonds politiques par les syndicats ;

- abolir le système du *closed shop* (embauche par l'intermédiaire du syndicat), afin de protéger le travail des « jaunes » dans les entreprises ;

- utiliser les lois réactionnaires sur l'emploi, votées en 1980 et en 1982, pour intimider les militants, écraser les luttes et tenter de détruire les syndicats, en particulier ceux du secteur public.

Les attaques menées contre le Parti travailliste et les syndicats sont étroitement liées. Les syndicats ont créé le Parti travailliste, au début du siècle, pour pouvoir défendre leur existence et leurs activités au moyen de la lutte politique. Affaiblir et miner le Parti travailliste signifie, pour la bourgeoisie, se débarrasser d'un des instruments les plus indispensables aux syndicats pour se défendre. L'ampleur même de l'offensive lancée par les conservateurs contre les droits démocratiques fondamentaux est en fait le résultat de l'absence d'un réel soutien de masse pour la politique de Thatcher.

Le Premier ministre britannique se propose d'abolir le Conseil du Grand Londres, parce qu'elle n'est pas sûre que les conservateurs remportent la victoire contre les travaillistes aux élections municipales. Et si la police et les autres appareils de répression seront renforcés, c'est bien parce que les conservateurs ne peuvent pas obtenir de soutien populaire pour mettre en œuvre leur politique.

Cette offensive contre le mouvement

RESULTATS EN %

PARTIS	SIEGES	1979	1983
Conservateurs	397	43,9	42,4
Travaillistes	209	36,9	27,6
Alliance	23	13,8	24,6
Divers	21	5,4	4,6

ouvrier et ses organisations va s'accompagner d'une attaque politique du Parti travailliste par l'Alliance (SPD-Parti libéral). Confronté à un mouvement ouvrier résolument anti-conservateur mais insuffisamment éduqué par sa direction pour être socialiste, une solution s'est avérée évidente pour la classe capitaliste. Il lui fallait apporter son appui à deux partis politiques : l'un pour mener l'attaque contre les droits et le pouvoir d'achat des travailleurs et l'autre pour se présenter comme une alliance « anti-Thatcher » et « anti-conservateurs », capable de mordre dans une partie de l'électorat travailliste, ce que ne pouvait faire le Parti conservateur.

Le résultat est un succès majeur pour la bourgeoisie. C'est bien l'Alliance, et non les conservateurs, qui a mordu dans l'électorat travailliste, en infligeant au Parti travailliste une défaite massive. C'est encore l'Alliance, et non les conservateurs, qui a été capable de récupérer les voix provenant du Parti travailliste. Des millions d'électeurs se sont dits que s'il fallait être anti-conservateur sans pour autant soutenir la politique de désarmement unilatéral ou le retrait du Marché commun, alors pourquoi ne pas voter pour un parti bourgeois libéral et anti-conservateur ?

Margaret Thatcher s'apprête à affronter les travailleurs de plus belle. (DR)



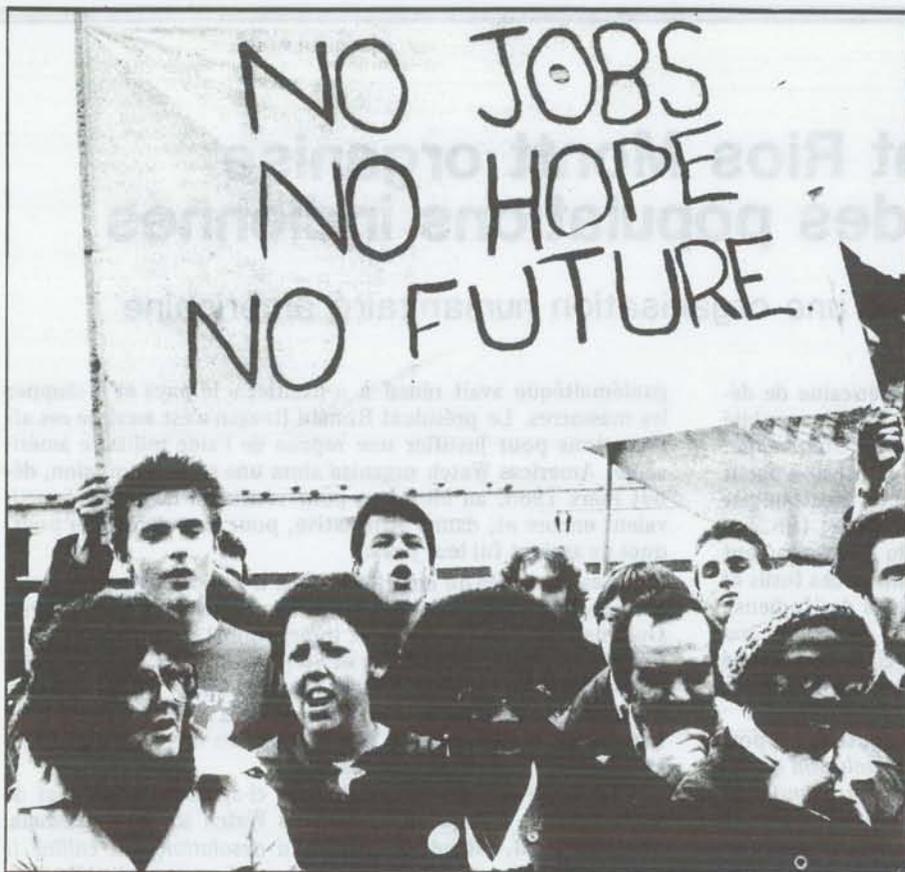
L'incapacité de construire un Parti travailliste vraiment socialiste a joué en faveur des dirigeants du SDP et du Parti libéral, David Owen, Roy Jenkins et David Steel. L'Alliance n'entend pas remplacer les conservateurs. Son objectif est plutôt de prendre la place du Parti travailliste en l'écrasant, ce dont les dirigeants de l'Alliance ne se cachent pas.

C'est donc là à combinaison du coup de matraque conservateur, du poignard dans le dos de l'Alliance, et du sabotage interne orchestré par la droite travailliste que le Parti travailliste est confronté aujourd'hui et ce à quoi il lui faudra faire face dans le futur.

L'ALTERNATIVE A THATCHER

Ne doutons pas que la lutte contre l'Alliance ne fait que commencer. Les représentants les plus sérieux de la bourgeoisie comprennent parfaitement que ce second gouvernement Thatcher va devenir rapidement impopulaire. Les sociétés immobilières, après avoir savamment ménagé le public, ont annoncé une augmentation des taux d'intérêts sur les prêts, au lendemain des élections.

On peut prévoir de nouvelles réductions des dépenses allouées au secteur public au cours de l'automne. Le caractère explosif d'une balance des paiements déficitaire et le besoin de recourir à l'austérité pour l'atténuer amenuisent d'autant le soutien dont bénéficient les conservateurs. On peut prévoir qu'au bout d'une année les 42,4 % des suffrages obtenus par Thatcher auront considérablement diminué. Le prétendu « soutien massif » ne trompera bientôt plus personne et les conservateurs encourent le risque de se voir écrasés à l'occasion de chaque élection partielle. Chacune de ces consulta-



« Pas d'emplois, pas d'espoir, pas d'avenir ». (DR)

tions électorales sera le théâtre d'une lutte sans merci, au cours de laquelle tous les moyens seront utilisés, la presse avant tout, pour s'assurer que l'Alliance l'emporte sur le Parti travailliste. Avant toute chose, l'Alliance se veut l'alternative à Thatcher. Réduire l'influence du Parti travailliste et l'écraser est aujourd'hui le but recherché par les deux partis bourgeois.

La politique défendue par l'Alliance sera, quant à elle, faite de démagogie autour de l'« opposition à Thatcher ». Mais, en pratique, c'est l'écrasement du Parti travailliste qui est recherché. L'Alliance va, « avec regret », s'engager sur une voie qui vise à détruire la force du

mouvement ouvrier. Ceux qui ont appelé à voter pour l'Alliance — les Chapple et les Grantham, respectivement secrétaire du syndicat des électriciens et des cheminots — devraient être démis de leur fonction de dirigeants. La conférence annuelle du Parti travailliste doit se déclarer résolument opposée à toute coalition ou à tout pacte avec l'Alliance.

Si les luttes à venir sous ce nouveau gouvernement seront extrêmement dures, il n'est cependant pas impossible de remporter des victoires. Au fur et à mesure que la crise économique va s'approfondir et que les gens vont se rendre compte des intentions réelles du gouvernement Thatcher, la colère va monter. C'est précé-

sément parce que Margaret Thatcher n'a pas obtenu un soutien massif pour s'attaquer impunément aux acquis sociaux, pour s'en prendre aux droits démocratiques, ou pour accroître le chômage, que le Parti travailliste peut regagner sa popularité. Cela signifie que les organisations du mouvement ouvrier doivent obligatoirement défendre l'emploi, les salaires de leurs membres, les acquis sociaux et les droits démocratiques. Si le mouvement travailliste ne défend pas ses propres membres, alors ceux-ci, par millions, refuseront de le défendre.

L'orientation de la droite travailliste étant de faire en sorte que le Parti revienne à son fonctionnement et à sa ligne politique antérieurs, ouvertement droitiers, cela laissera d'autant plus le champ libre à l'Alliance pour tenter de l'écraser.

CONSTRUIRE L'AILE GAUCHE

Le mouvement ouvrier et le Parti travailliste ne seront défendus que si une aile gauche organisée et de masse est construite à l'intérieur de ce parti. Ceux qui pensent que cela contribue à la division doivent examiner la façon dont s'est déroulée la campagne électorale.

C'est précisément parce qu'ils étaient présentés comme des figures honorables du mouvement ouvrier et qu'ils bénéficiaient de positions clés dans l'appareil du Parti travailliste, que Healey et Callaghan ont pu saboter la campagne. Regrouper un courant « lutte des classes » dans les syndicats et construire la gauche dans les sections du Parti travailliste est de toute première importance pour la défense et la reconstruction du Parti travailliste et du mouvement syndical. L'aile gauche peut obtenir le soutien de nouveaux secteurs de la classe ouvrière. C'est à partir des efforts conjoints des militants engagés dans le mouvement antinucléaire, dans la défense des acquis sociaux ou dans la lutte pour la défense de l'emploi et des droits démocratiques que naîtront les forces qui reconstruiront le soutien au Parti travailliste.

Finalement, le mouvement ouvrier doit se fixer un objectif bien défini, même si cela paraît un peu lointain quelques jours seulement après une élection. Thatcher a gagné un nombre considérable de sièges par rapport au nombre de voix obtenues. Le Parti conservateur va rapidement devenir impopulaire. Pourquoi le mouvement ouvrier devrait-il nécessairement attendre encore cinq ans pour s'en débarrasser ?

La popularité de Thatcher va s'amenuiser et il apparaîtra alors clairement qu'elle ne bénéficie d'aucun mandat pour mettre en œuvre sa politique. L'objectif doit être de se débarrasser de ce gouvernement et d'imposer de nouvelles élections législatives qui verront la défaite des conservateurs. Peu importe que l'affrontement soit, au cours des premiers mois, très dur. Cet objectif peut et doit être atteint. ■

John ROSS
Londres, 17 juin 1983.

INPRECOR SPECIAL ECONOMIQUE

Le numéro « Spécial économique » d'*Inprecor*, publié le 30 mai dernier, est toujours disponible au prix de 10 FF. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Au sommaire de ce numéro :

- Une analyse de la conjoncture économique internationale, par Winfried Wolf.
- Le système monétaire européen et le marché commun, par Ernest Mandel.
- La menace de krach bancaire et la dislocation de l'OPEP, par Winfried Wolf.
- Une contribution d'André Gunder Frank sur la politique économique de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan.
- Un dossier d'analyse des politiques économiques social-démocrates en France, en Suède et en Espagne.

Comment Rios Montt organise le massacre des populations indiennes

Extraits d'un rapport d'une organisation humanitaire américaine

LE 23 novembre 1982, une association américaine de défense des droits de l'homme, Americas Watch, a publié un rapport intitulé « *Droits de l'homme au Guatemala : les neutres n'ont pas droit à l'existence* » (1). Réalisé à partir d'une enquête menée au Guatemala et au sud du Mexique par quatre représentants de cette association, en octobre 1982, ce rapport dénonçait la politique meurtrière du gouvernement d'Efraïn Rios Montt, notamment la tactique dite « des fusils et des haricots » (*fusiles y frijoles*) utilisée vis-à-vis des Indiens : ceux qui sont avec lui sont nourris, ceux qui ne le sont pas — parce qu'ils n'ont pas formé de patrouilles civiles ou donné d'informations sur les positions de la guérilla — sont quant à eux susceptibles d'être exécutés.

Un représentant d'Americas Watch commente le rapport en ces termes : « *Nous sommes parvenus à la conclusion que le gouvernement du président Efraïn Rios Montt a abandonné toute observation des principes du droit et a imposé un régime à la fois despotique et totalitaire.* »

Dans la période qui a suivi la publication de ce rapport, une partie de la presse américaine a affirmé que le gouvernement

guatémaltèque avait réussi à « pacifier » le pays et à stopper les massacres. Le président Ronald Reagan s'est servi de ces affirmations pour justifier une reprise de l'aide militaire américaine. Americas Watch organisa alors une seconde mission, début mars 1983, au Mexique, pour vérifier si des réfugiés arrivaient encore et, dans l'affirmative, pour leur demander pourquoi ils avaient fui leur pays.

Les membres du comité exécutif d'Americas Watch qui ont mené cette dernière enquête sont deux juristes, Robert Kogod Goldman, professeur de droit international à l'université américaine de Washington (DC), et Stephen L. Kass, associé du cabinet juridique Berle, Butzel, Kass et Case, de New York, ex-président du comité chargé des affaires inter-américaines du barreau de la ville de New York et ancien membre du comité exécutif de l'Association du barreau.

Le texte que nous reproduisons ci-après est le rapport de cette mission d'enquête d'Americas Watch sur le Guatemala, de mars 1983, intitulé « *Creating a desolation and calling it peace* » (« *Créer la désolation et l'appeler paix* »), publié dans *The New York Reviews of Books*, du 2 juin 1983.

AMERICAS WATCH

L'opinion d'Americas Watch, fondée sur des témoignages directs et d'autres informations que nous avons rassemblées à ce sujet, est que la situation des droits de l'homme au Guatemala ne s'est pas améliorée, si même elle ne s'est pas détériorée depuis novembre 1982. Nous sommes parvenus à cette conclusion pour les raisons suivantes :

1) Le programme de contre-insurrection du gouvernement guatémaltèque, mis en œuvre début 1982, est toujours appliqué et a même été étendu par le gouvernement Rios Montt.

2) Une des caractéristiques principales de cette campagne est l'assassinat systématique de non-combattants indiens (hommes, femmes et enfants) de tout village, ferme ou coopérative que l'armée considère comme susceptibles, soit de soutenir la guérilla et les insurgés, soit de résister aux ordres des forces armées.

3) Des hommes civils, de tout âge, ont été tués en très grand nombre, mais les femmes et les enfants apparaissent aussi particulièrement victimes de ces massacres. Les femmes sont systématiquement violées avant d'être tuées. Les enfants sont écrasés contre les murs, étouffés, brûlés vifs ou assassinés à coups de machette ou de baïonnette.

4) De plus en plus de preuves démontrent que les hommes, adolescents y compris, sont enrôlés, sous peine de mort en cas de refus, dans des « patrouilles civiles » contrôlées par les commandants locaux de l'armée. La fonction principale de ces patrouilles civiles est de tuer d'au-

tres civils qui sont suspectés d'être des éléments « subversifs », ou qui ne plaisent pas aux commandants locaux de l'armée.

5) Au cours de ces assassinats de civils, l'armée en profite généralement pour détruire les églises, les écoles, le bétail, les récoltes, les stocks de nourriture et les semences des villages, des coopératives ou des fermes suspects. Le but, visiblement suivi d'effets, est de priver des villages entiers ou des communautés agricoles de la nourriture nécessaire à leur survie.

6) Incapables de vivre dans leurs villages ou leurs fermes, ou de survivre dans la montagne où ils ont fui, un nombre croissant d'Indiens guatémaltèques (entre 70 000 et 100 000 selon les estimations) ont cherché refuge au sud du Mexique. L'armée guatémaltèque a créé une zone de tir à vue le long de sa frontière avec le Mexique. Elle poursuit et tente de tuer de nombreux réfugiés, afin de les empêcher d'atteindre le Mexique.

7) Au cours de la période où nous étions au Mexique, en mars 1983, des forces de l'armée de terre et de l'armée de l'air ont, à plusieurs reprises, traversé la frontière et pénétré en territoire mexicain pour intimider les réfugiés et exercer une surveillance sur les camps où ils sont regroupés. Au cours de la visite de notre délégation, un contingent des forces armées guatémaltèques a traversé la frontière et a pénétré en territoire mexicain sur plusieurs kilomètres près du camp de réfugiés de Chajul. Un autre contingent a ouvert le feu sur des réfugiés au camp de Puerto Rico.

8) Les forces armées guatémaltèques utilisent, de façon massive et ouverte, hélicoptères, mortiers et bombes incendiai-

res, quand elles attaquent les villages, détruisent et brûlent les récoltes, poursuivent les réfugiés qui tentent de s'enfuir. Les hélicoptères sont couramment utilisés pour surveiller les camps de réfugiés au Mexique.

9) Le gouvernement guatémaltèque continue à exécuter des prisonniers (onze hommes depuis le 1er janvier 1983). Ils sont jugés en secret par des cours spéciales, dont les procédures et la composition violent de façon flagrante les traités internationaux qu'il a lui-même signés.

10) La communauté des réfugiés et les Indiens déplacés au Guatemala savent en général parfaitement que le principal fournisseur de ces hélicoptères — et le principal soutien du gouvernement Rios Montt — sont les Etats-Unis.

La stratégie contre-insurrectionnelle de Rios Montt avait un double but : en finir rapidement avec la guérilla et réaffirmer le contrôle du gouvernement sur la population (en d'autres termes « pacifier ») (2). Bombardements, tirs d'obus, assassinats sélectifs et massacres de communautés suspectées de « subversion » sont les moyens tactiques essentiels de cette stratégie. A cela se combine la politique

1. Americas Watch, 36 West 44th Street, New York, NY 10036, USA.

2. A ce propos, George Orwell pouvait écrire en 1946 : « *Les villages sans défense sont bombardés, les habitants sont emmenés de force dans les campagnes, le bétail est abattu à la mitrailleuse, les huttes sont brûlées à l'aide de bombes incendiaires ; c'est ce qu'on appelle la "pacification"* », extrait de « *Politics and English Language* », *The Collected Essays*, volume 4, éditions Harcourt Brace Jovanovich, 1971.

de la terre brûlée (3) : cultures incendiées, récoltes confisquées et bétail massacré, dans le but non seulement de priver la guérilla de nourriture, mais également d'affamer les Indiens.

A moins d'atteindre le Mexique, où ils connaissent une sécurité relative, les civils survivants de ces opérations militaires sont condamnés soit à se rendre et à chercher la protection de l'armée, soit à vivre en se cachant, au risque de mourir de faim. L'armée accorde de la nourriture à ceux qui se rendent dans des « hameaux stratégiques », ou dans des zones « pacifiées » par les moyens que nous avons décrits (4). Mais tous les hommes âgés de plus de 17 ans (parfois même 15 ans) sont tenus de rejoindre les patrouilles de « défense civile ». Ceux qui refusent sont considérés comme des éléments « subversifs » et peuvent être exécutés. Si Americas Watch a pu noter que les violations graves des droits de l'homme diminuent généralement dans les zones « pacifiées », il faut également remarquer que lorsque l'armée applique sa campagne contre-insurrectionnelle à une nouvelle zone, ou la reprend sur une zone déjà touchée auparavant, les récits faisant état de massacres, de disparitions, de tortures, d'incendies de récoltes, augmentent de façon vertigineuse.

LES EXILÉS DE L'INTÉRIEUR ET DE L'EXTÉRIEUR

Dans notre rapport de novembre 1982, nous concluons déjà que les pertes infligées par la campagne contre-insurrectionnelle du gouvernement concernaient principalement les vies humaines, les cultures et les traditions des Indiens ruraux guatémaltèques, qui représentent près de 60 % de la population du pays. Par exemple, l'un des vingt-trois groupes linguistiques indiens, l'Ixil, que l'on trouvait dans la région de Quiché, a été totalement exterminé en tant qu'entité culturelle. De plus, la conférence guatémaltèque des évêques estimait, en avril 1982, qu'un million de personnes, pour la plupart des paysans indiens (soit près d'un septième de la population guatémaltèque) avait été déplacé du fait des combats en cours. Ce nombre s'est encore indubitablement accru avec l'intensification de la campagne contre-insurrectionnelle au mois de juillet 1982. A cela, il faut ajouter les dizaines de milliers de paysans indiens qui ont fui le Guatemala pour le Mexique, phénomène qu'il faut attribuer au conflit de façon générale, mais surtout aux méthodes employées par l'armée.

Notre rapport de novembre indiquait que le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) estimait, en juin 1982, à 9 000 le nombre de Guatémaltèques réfugiés dans l'Etat de Chiapas, au sud-ouest du Mexique. Entre juillet et septembre 1982, lorsque les opérations de l'armée guatémaltèque se sont étendues dans toutes les zones rurales du pays, cette estimation a dû être portée au nombre de 13 000. A la mi-octobre, Pierre Jambor, le représen-



La dictature guatémaltèque et les droits de l'homme. (DR)

tant au Mexique du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU pensait raisonnable d'estimer à 25 000 le nombre de réfugiés dans l'Etat de Chiapas.

LA MISSION D'AMERICAS WATCH AU MEXIQUE

Après la publication du premier rapport sur la situation, entre mars et novembre 1982, des droits de l'homme au Guatemala, un flux de témoignages faisant état de multiples nouveaux massacres de paysans indiens par l'armée guatémaltèque a continué à parvenir à Americas Watch, mais aussi à d'autres groupes de défense des droits de l'homme, tels qu'Amnesty International, Washington Office on Latin America, OXFAM-America et Survival International.

Au moment même où ces témoignages nous parvenaient, le Département d'Etat américain affirmait publiquement qu'une amélioration sensible et générale caractérisait l'attitude des forces armées guatémaltèques vis-à-vis des civils ruraux. Nous sommes donc partis pour l'Etat de Chiapas dans le but d'interviewer des réfugiés récents. Ils constituent, à notre sens, la source d'information la plus crédible à laquelle peuvent avoir accès des observateurs impartiaux. Il s'agissait de trancher entre les témoignages faisant état de massacres continus de paysans et les assertions du Département d'Etat selon lesquelles les exactions connaissent une diminution sensible.

Au cours de nos visites à Tapachula, Motozintla, Paso Hondo, Comitán et aux deux camps de réfugiés qui se trouvent dans la jungle près de la frontière guatémaltèque, nous avons recueilli des témoignages directs de nombreux réfugiés qui avaient fui le Guatemala entre la fin du mois de novembre 1982 et le 6 mars 1983. Tous étaient des paysans venus de villages, de hameaux ou de coopératives localisées dans différentes communes des départements de Quiché, Huehuetenango, Alta Verapaz et Baja Verapaz. Bien que ces interviews aient été recueillies à différents endroits avec des personnes qui vivaient dans différents départements du Guatemala, et donc ne pouvaient pas se connaître, toutes concordaient, et la même explication revenait sans cesse : ils avaient fui le Guatemala pour le Mexique parce que l'armée guatémaltèque avait tenté de les tuer, soit en tirant sur eux, soit en les affamant. Et nombreux sont ceux qui ont déclaré qu'ils pensaient que

3. Après avoir rencontré le président Reagan au Honduras, le 5 décembre 1982, le président Efraín Ríos Montt déclarait aux journalistes : « Nous ne pratiquons pas la politique de la terre brûlée. Nous pratiquons une politique où le terme "terre" doit être remplacé par communistes. »

4. Il serait intéressant de savoir comment l'armée obtient cette nourriture. De nombreux réfugiés nous ont dit que lorsque l'armée ne détruit pas les cultures, elle les récolte et les emporte par camions, cela sans aucune compensation matérielle.



le gouvernement de Rios Montt tentait de les (les Indiens) « exterminer ».

S'ils sont similaires à ceux que la délégation d'Americas Watch avait recueillis en octobre 1982 à Ejido Cordoba et Union Juarez, dans l'Etat de Chiapas (5), les témoignages de mars 1983 indiquent en outre que les opérations militaires se sont intensifiées fin 1982, et que les attaques de l'armée se portent désormais indistinctement contre la population indienne, ses biens et ses réserves de nourriture, particulièrement dans les zones de Huehuetenango et Quiché, déjà particulièrement durement touchées. A nouveau, nous avons entendu à de multiples reprises des récits de témoins oculaires faisant état de bombardements de villages, de hameaux et de coopératives par des avions et des hélicoptères, suivis d'assauts de soldats de l'armée de terre qui ouvraient le feu sur les hommes, les femmes et les enfants. D'autres réfugiés nous ont dit que lorsque les soldats pénétraient dans leur village, ils ne fusillaient pas au hasard mais séparaient les hommes, des femmes et des enfants : les hommes étaient emmenés dans l'église catholique locale et fusillés ; les femmes et les enfants étaient enfermés dans des bâtiments séparés où ils étaient brûlés vifs ou fusillés après avoir été violés par les soldats. La plupart des témoignages montrent que l'armée ne gâche pas de balles pour les femmes et les enfants. Nous avons reçu sans cesse des témoignages selon lesquels les soldats saisissaient les enfants par les pieds et leur écrasaient la tête contre les murs, ou les frappaient à mort, parfois à l'aide de cordes, ou encore les assassinaient à coups de baïonnette ou de machette (6). (...)

De nombreux réfugiés nous ont raconté avoir survécu aux massacres de l'armée en fuyant dans les collines ou dans les lopins de terre voisins, et en revenant dans leurs villages après le départ de l'armée. Mais, ayant peur de rester dans leurs villages, ils retournaient à leurs lopins ou dans les montagnes, essayant de survivre

en plantant de nouvelles cultures avec des semences qui avaient été épargnées par l'armée. D'autres, moins chanceux, avaient fui dans les montagnes avec leurs vêtements pour seuls bagages. Ils y restaient cachés, entre quelques semaines et dix ou onze mois, se nourrissant de fruits sauvages, de racines et d'herbes. Bien que les villages aient déjà été détruits, les soldats revenaient régulièrement dans la région, détruisaient les cultures nouvellement plantées et tuaient à vue toute personne ou tout animal domestique qu'ils rencontraient. (...)

Des témoignages directs confirment ce que nous avons publié dans le précédent rapport : l'armée guatémaltèque a créé une zone de tir à vue le long de la frontière avec l'Etat de Chiapas. Elle y poursuit systématiquement et essaie de tuer toute personne qui tente de traverser la frontière.

LES ACTIVITÉS DES PATROUILLES CIVILES

Nous étions particulièrement intéressés à recueillir de la part des réfugiés interviewés des informations récentes sur les activités des patrouilles civiles. Americas Watch avait noté, dans son rapport de novembre 1982, que l'armée guatémaltèque tendait à considérer la « bonne volonté » d'un village pour former une patrouille civile comme un test de ses « sympathies politiques ». Les villages qui forment de telles patrouilles sont considérés par l'armée comme des villages « blancs », pouvant bénéficier de sa « protection ». Ceux qui ne le font pas sont, par contre, considérés comme des villages « rouges » et sont la cible des attaques militaires. Le rapport de novembre soulignait également que l'armée utilisait ces patrouilles civiles non seulement en première ligne au cours des opérations contre la guérilla, mais aussi pour contrôler la population civile (7).

Sur la base de témoignages directs et

d'informations collectées avant et après notre mission, nous sommes maintenant convaincus que les civils de sexe masculin sont enrôlés dans ces patrouilles sous la menace. La fonction essentielle de ces patrouilles est de tuer les civils considérés comme « subversifs » ou qui déplaisent aux commandants locaux de l'armée. Un homme, membre d'une famille issue de San Ildefonso Ixtlahuacan, dans le département de Huehuetenango, arrivé à Motozintla, dans l'Etat de Chiapas, le 6 mars 1983, c'est-à-dire à la veille de l'interview, nous a donné les informations suivantes à propos de la patrouille civile de son village.

Début 1983, les soldats ont pénétré à San Ildefonso. Ils ont rassemblé les hommes et leur ont dit de former une patrouille civile et de s'enrôler parce que la guérilla était dans la région. Puis ils ont ajouté qu'un refus de leur part prouverait qu'ils faisaient partie de la guérilla, et ils seraient donc exécutés. Dès lors, les villageois ont formé la patrouille.

Ce réfugié nous a également dit que les hommes de tous les villages voisins avaient été forcés de la même manière à former des patrouilles. Selon ses dires, le commandant de l'armée ordonnait aux membres de la patrouille de tuer des civils de leur village, et il arrivait parfois que les soldats tuent des membres de la patrouille. En janvier 1983, les soldats ont exécuté publiquement quatre personnes à San Ildefonso. L'un d'entre eux, Marcos Felipe Salus Gomez, âgé de trente ans, dirigeait la patrouille civile du village.

Ce réfugié déclare aussi que l'armée a exécuté près de 150 civils à San Ildefonso depuis août 1982, 60 d'entre eux ayant été assassinés en janvier et en février 1983.

Nous avons recueilli un récit semblable auprès d'un ancien membre de l'armée guatémaltèque que nous avons interviewé à Tapachula, dans l'Etat de Chiapas. Il a déclaré que les commandants locaux de l'armée considéraient les hommes qui hésitaient ou refusaient de rejoindre les patrouilles civiles comme des « ennemis » qui devaient être exécutés. De même, il a indiqué que le commandant local de l'armée préparait et donnait aux patrouilles

5. Ces réfugiés avaient fui les villages de Ballaj et de Montecristo, qui se trouvent dans la commune de Tajumulco, département de San Marcos. Voir le rapport de novembre 1982 d'Americas Watch, p. 15. Du 20 novembre 1982 au 22 février 1983, les villages et les hameaux ont été, sur toute la commune de Tajumulco, périodiquement bombardés et attaqués par l'armée guatémaltèque.

6. Nous avons appris par la suite que les membres des patrouilles civiles étaient sévèrement punis quand ils n'étaient pas capables de tenir le compte des armes et des balles fournies par l'armée, visiblement de peur que celles-ci ne se retrouvent aux mains de la guérilla. Cela est sans doute en rapport avec le fait que les massacres sont pratiqués de préférence avec des méthodes qui évitent l'utilisation des balles.

7. Le 4 décembre 1982, lors de sa rencontre avec le président Reagan, le président Rios Montt a déclaré que « 300 000 Indiens ont été maintenant organisés dans des unités civiles d'autodéfense ». (Communiqué numéro 01, Ambassade du Guatemala, Washington (DC), 3 décembre 1982.)

civiles des listes de personnes à assassiner. Leurs membres étaient informés qu'en cas de refus d'obéir à ces ordres, ils subiraient le même sort. Il leur était également ordonné de dire que leurs victimes avaient été assassinées par la guérilla.

LE CAS DE PARRAXTUT

De toutes les horreurs que nous avons entendues au cours de notre mission, aucune n'égale sans doute ce qui serait arrivé au village de Parraxtut, dans la commune de Sacapulas, département de Quiché. Nous utilisons sciemment ici un conditionnel, car nous n'en avons eu connaissance que par une information de seconde main. Nous l'avons recueillie auprès d'un prêtre catholique et d'une religieuse qui travaillent avec le Comité de coordination des services de réfugiés de l'Eglise catholique. Cette organisation s'est montrée digne de confiance, à nos yeux, sur la question des réfugiés. Ces deux personnes nous ont dit avoir obtenu cette information d'un membre de la patrouille civile de Chiul, qu'ils connaissent depuis des années et qui a déclaré avoir pris part au massacre.

Selon leur récit, l'armée guatémaltèque est entrée dans le village de Chiul, qui se trouve dans la commune de Cunén, département de Quiché, le vendredi 22 décembre 1982. Elle a ordonné aux hommes membres de la patrouille civile de se rassembler aussi rapidement que possible. Il s'agissait d'un grand village et il a fallu deux heures aux quelques 350 hommes (âgés de 15 à 65 ans) pour se rassembler. Le capitaine de l'armée aurait alors ordonné à ces hommes de marcher sur le village voisin de Parraxtut et déclaré qu'ils devaient se préparer à lui prouver qu'ils étaient des hommes.

Alors que les 350 membres de la patrouille civile entamaient leur marche d'une heure et demie en direction de Parraxtut, un nombre identique de soldats étaient emmenés par camions vers ce village. Ils ont rassemblé comme du bétail tous les hommes, femmes et enfants qu'ils ont pu trouver, et les membres de la patrouille, arrivés entre-temps, les ont aidés à finir l'opération pour les maisons les plus éloignées. Une fois rassemblés, les habitants ont été séparés en différents groupes d'hommes, de femmes et d'enfants (fait qui revient souvent dans les récits d'événements survenus dans d'autres villages). Toujours selon ces témoignages, le capitaine a alors ordonné aux membres de la patrouille civile de Chiul de prouver qu'ils étaient des hommes, en tuant toute la population masculine de Parraxtut (communauté qui a des liens culturels très étroits avec Chiul), avec les fusils que leur avaient donnés les soldats qui les encerclaient.

Une fois les hommes assassinés, les femmes auraient été séparées en deux groupes : les jeunes et les plus âgées. On a alors ordonné à la patrouille civile, sous peine de mort, de tuer les femmes âgées, et les plus jeunes ont été partagées entre les soldats pour être violées au cours de la nuit. Le lendemain, la patrouille civile a



Patrouilles militaires contrôlant la population rurale. (DR)

reçu l'ordre d'assassiner les jeunes femmes encore en vie, à l'exception de deux d'entre elles qui étaient particulièrement belles. Sur les instructions du capitaine, la première a été emmenée et la seconde, ayant supplié le capitaine de l'achever, a été abattue.

D'après le récit qui nous a été fait, de nombreux enfants ont réussi à s'échapper durant la nuit, en se cachant dans les montagnes voisines. Certains ont été blessés en s'échappant, d'autres ont souffert du froid, un grand nombre d'entre eux sont morts.

La patrouille civile de Chiul est retournée à son village, et les hommes ont été accueillis avec étonnement, car ils étaient toujours en vie. Le lendemain, de nombreux membres de la patrouille ont participé à une opération de recherche des enfants qui avaient fui. Quelques-uns d'entre eux ont été retrouvés encore vivants et ont été ramenés à Chiul. Pendant ce temps-là, l'armée disposait les corps de leurs parents afin de les mettre bien en évidence. (...)

Americas Watch demande au gouvernement guatémaltèque d'ouvrir une enquête qui fasse la lumière sur les événements qui se seraient produits à Parraxtut et demande, parallèlement, qu'une enquête indépendante soit menée par un organisme tel que l'Organisation des Etats américains (OEA). Si ces témoignages s'a-

vèrent fondés, nous demandons au gouvernement guatémaltèque de prendre toutes les mesures nécessaires pour engager des poursuites contre les officiers responsables.

CONCLUSION DU RAPPORT

A nos yeux, une conclusion implacable s'impose : le gouvernement du Guatemala est engagé dans une politique de violations les plus graves qui soient des droits de l'homme fondamentaux, et avant tout du droit à la vie. L'ampleur et le degré de brutalité de ces violations sont tels qu'ils ressortissent, en fait, à une politique d'extermination d'une partie significative de la population indienne du Guatemala. Pour les Etats-Unis, être associés à une telle politique équivaut à répudier tout principe de droit et tout respect de la personne humaine.

Dans la mesure où la loi américaine interdit d'apporter une aide militaire aux gouvernements engagés dans une politique de violation grossière des droits de l'homme internationalement reconnus, Americas Watch appelle à suspendre immédiatement toutes les ventes actuelles dans le domaine militaire et à refuser au gouvernement guatémaltèque l'assistance militaire réclamée. Si les Etats-Unis maintiennent leur soutien tant militaire que diplomatique au gouvernement Rios Montt, cela conduira la population guatémaltèque — et cela commence déjà — à considérer les USA comme complices des violations des droits de l'homme, innombrables et innombrables, commises par le gouvernement Rios Montt.

Nous appelons le gouvernement Rios Montt à cesser sa pratique d'assassinat de ses citoyens indiens et nous insistons auprès des Etats-Unis pour qu'ils rompent leurs liens avec un gouvernement dont la barbarie a atteint un degré qui fait honte à l'humanité. ■

Rapport d'Americas Watch sur le Guatemala, mai 1983.



La crise au sein de l'Organisation de libération de la Palestine

L'ORGANISATION de libération de la Palestine (OLP) est composée de toute une gamme d'organisations différentes, qui ont connu de vifs débats entre elles, menant parfois à des scissions. Pour ne se limiter qu'à la période la plus récente, de vives polémiques ont eu lieu à l'occasion du sommet de Fès de septembre 1982 et ce, jusqu'à la réunion du Conseil national palestinien, qui s'est tenue à Alger en février 1983. Deux organisations pro-syriennes, la Saïka (la Foudre) et le Front de lutte populaire (FLP), s'étaient alors opposées aux négociations menées par Yasser Arafat avec le roi Hussein de Jordanie, et cinq organisations réunies à Tripoli, en Libye, au mois de janvier 1983, avaient exprimé leur opposition aussi bien au plan de Ronald Reagan qu'à la résolution du sommet

Livio MAITAN

Il est évidemment difficile, dans l'impossibilité où nous nous trouvons de vérifications directes, de reconstruire exactement le fil des événements de la crise du mois de mai et, a fortiori, d'évaluer avec certitude la portée de l'opposition à la direction Arafat. Toutefois, sur la base des sources citées par la presse internationale, on peut, *grosso modo*, parvenir à résumer les événements qui sont survenus.

Le conflit au sein du Fath s'est développé entre le 9 et le 12 mai dans la plaine de la Bekaa, près de la ville de Baalbek, au Liban. A l'origine, il y aurait eu l'occupation d'une caserne par des militants liés à Abou Moussa, membre du Conseil révolutionnaire du Fath (instance intermédiaire entre le Congrès et le Comité central). Arafat lui-même a fait explicitement allusion à la crise, dès le 15 mai, lors d'une déclaration émise à Damas à l'occasion d'une tournée des bases du Fath qui, commencée le 10, devait se prolonger jusqu'au 22 du même mois. Tous jours depuis le 15 mai, dans un entretien accordé au quotidien arabe publié à Londres, *Al-Chark el-Awsat*, le commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, Abou Jihad, avait lui aussi mentionné les événements de la plaine de la Bekaa, en s'efforçant toutefois de les minimiser. « *L'affaire est résolue, (...) la direction a repris la situation en main* », devait-il affirmer.

Le 21 mai, le Comité central du Fath a adopté une série de mesures disciplinaires. Huit officiers supérieurs ont été démis de leurs fonctions et « *placés à la disposition de Yasser Arafat* ». De même, tous ceux qui prendraient contact avec eux ont été menacés de sanctions. A la même occasion, les forces militaires des organisations de fedayin au Liban et en Syrie ont été réorganisées. Elles ont été placées sous le commandement unique de

Ahmed Affani (Abou Montassem), chef adjoint de l'état-major du Fath, que les dissidents considèrent comme pro-égyptien. En rapport à la demande exprimée par les dissidents d'une plus grande démocratie dans l'organisation, Arafat a également annoncé la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil révolutionnaire du Fath.

Les mesures disciplinaires ne résolvent pourtant pas les problèmes, et les déclarations d'Abou Jihad s'avèrent pour le moins prématurées. Au moins cinq des officiers frappés de sanctions disciplinaires par le Comité central du Fath refusent d'obéir. Un porte-parole des contestataires, Jihad Saleh, n'a pas hésité à déclarer que les décisions du Comité central du Fath constituaient « *un acte hypocrite d'Arafat et de ses adjoints visant à scinder le mouvement du Fath* » (*Le Monde*, 25 mai 1983).

Quelques jours plus tard, le 28 mai, cinq officiers du service logistique du Fath annonçaient leur soutien aux « rebelles » après avoir occupé, à Damas, six locaux utilisés pour le ravitaillement et l'entretien du matériel militaire du Fath. D'après leur déclaration, leur action constitue une riposte à la décision de la direction du Fath de « *couper les vivres* » aux bases contrôlées par les opposants. C'est dans ce cadre que des menaces de recourir aux armes pour régler ces différends ont été lancées de part et d'autre, de manière plus ou moins explicite. Yasser Arafat devait affirmer que les « *membres du Fath défendront désormais leurs positions à l'extérieur de la capitale syrienne, et s'opposeront à toute personne ou partie qui attaquerait ces positions* » (*Libération*, 30 mai 1983). Un porte-parole de l'opposition a déclaré, de son côté, que ses hommes « *ne répondront peut-être pas à la première ou à la deuxième balle, mais sûrement à la troisième* » (*le Monde*, 31 mai). La Syrie, pour sa part, a déclaré formellement qu'elle ne tolérerait pas d'aff-

frontements armés sur son territoire. de Fès (1). Au sein du Fath lui-même — l'organisation la plus importante au sein de l'OLP —, des porte-parole de son aile gauche, dont Abou Saleh, avaient critiqué durement les activités diplomatiques de Yasser Arafat en l'accusant, entre autres, de s'être « *placé en dehors du consensus palestinien* ».

Il faut ajouter, par ailleurs, qu'une opposition à la ligne d'Arafat s'était déjà manifestée, y compris dans le Fath, pendant le siège de Beyrouth-Ouest par l'armée israélienne durant l'été 1982. Et ce n'est qu'après les sanglants bombardements israéliens de début août que l'idée du départ des forces palestiniennes de Beyrouth avait été généralement acceptée.

Tous ces éléments aident à comprendre la crise qui a éclaté au sein du Fath au mois de mai dernier.

frontements armés sur son territoire.

Pourtant, le 4 juin, des affrontements ont effectivement eu lieu dans une localité située à 10 kilomètres de Baalbek, chacune des deux parties s'accusant mutuellement d'en avoir pris l'initiative. Ceux-ci ont fait quelques morts et blessés. Le conflit armé aurait pris fin à la suite de l'intervention de quelques centaines de civils palestiniens qui se sont interposés à leurs risques et périls.

C'est à la même date que le représentant de l'OLP à Ryad, en Arabie Saoudite, Rafik al-Natché, a annoncé qu'un accord avait été réalisé, la promotion de deux officiers qui aurait été à l'origine de la contestation ayant été annulée. Pourtant, cette affirmation n'a pas eu de suites et, à ce jour, la crise reste ouverte.

QUI SONT LES OPPOSANTS D'ARAFAT

Il n'y a aucun doute que le conflit s'est développé essentiellement au sein du Fath, qui est, de loin, l'organisation la plus importante au sein de l'OLP. L'un des principaux porte-parole de l'opposition est Abou Saleh, qui, comme nous l'avons rappelé, avait vivement critiqué Arafat au mois de décembre dernier et, par la suite, en janvier, avait été démis de ses fonctions de membre du Comité central du Fath. Jusqu'en 1976, Abou Saleh avait commandé les forces palestiniennes au Liban.

Un rôle encore plus marquant a été joué, semble-t-il, par le colonel Abou Moussa, qui a fait plusieurs déclarations au cours du conflit. Un autre des opposants est le lieutenant-colonel Abou Raad, qui, de même qu'Abou Moussa, est membre du Conseil révolutionnaire du Fath. Il faut citer, en outre, les autres lieutenant-colonels, Abou Majdia, Mahmoud Issa et

1. Voir *Inprecor*, numéro 149, 9 mai 1983.

Ziad el Souhair, qui auraient pris l'initiative de l'occupation d'une caserne au commencement du conflit. Au total, 6 membres du Conseil révolutionnaire du Fath (sur 70) se seraient ralliés à l'opposition. Quant aux officiers des services logistiques ayant pris le contrôle de certains locaux du Fath à Damas, il s'agit du commandant Ali Choukri, responsable des fournitures, du capitaine Abou Haidar, chargé du ravitaillement, du capitaine Abou Khaled, chargé du transport, du capitaine Abou Imad, chargé du carburant, et du lieutenant Abou Hassan, chargé de l'entretien. Parmi les civils figure Moussa Awad, membre du Conseil révolutionnaire du Fath, dont le nom de guerre est Abou Akram. Selon ses dires, 24 dirigeants, représentant environ 10 000 membres du Fath, auraient participé à une réunion de l'opposition, à l'issue de laquelle un mémorandum soutenant les revendications des dissidents aurait été adressé à la direction du Fath. Il va de soi que de tels chiffres doivent être considérés avec circonspection. Pour sa part, Abou Moussa a revendiqué quatre compagnies de 150 à 200 hommes chacune, alors qu'Arafat ne concède que 100 à 150 hommes au total à ses adversaires.

LES REVENDICATIONS DES DISSIDENTS

Les critiques à la direction majoritaire du Fath ressortent assez clairement de l'ensemble des déclarations faites par les représentants de l'opposition. Tout d'abord, le premier reproche adressé à Yasser Arafat concerne la décision du retrait des combattants palestiniens de Beyrouth sur la base des garanties américaines. Arafat est également accusé de miser, pour la solution du problème palestinien, sur les régimes arabes en place et donc, en dernière instance, sur les Etats-Unis. Les négociations avec le roi Hussein de Jordanie, sous les auspices de Reagan, ainsi que les ouvertures vers l'Egypte, que les oppositionnels critiquent sévèrement, découlent précisément de cette orientation. Ceux-ci reprochent également à Arafat de sous-estimer la portée de l'alliance entre la Syrie et l'URSS. Une telle sous-estimation a contribué pour beaucoup, selon eux, à la décision d'abandonner Beyrouth.

Dans un communiqué diffusé à Chtaura, localité de la Bekaa, et repris par la presse internationale le 25 mai, les opposants réclament le rappel de toutes les forces palestiniennes exilées, « pour qu'elles reprennent leur place sur le champ de bataille », ainsi que l'élaboration d'un projet militaire visant à réorganiser toutes ces forces, et en premier lieu l'Assifa, la branche militaire du Fath. Ils réclament également la formation d'un comité de gestion des finances du Fath et la convocation d'un congrès extraordinaire.

Pour sa part, Moussa Awad a affirmé, dans une déclaration du 1er juin, que la majorité des responsables du Fath avaient été hostiles au retrait de Beyrouth, et que certains d'entre eux avaient même menacé de s'y opposer en tirant sur



Yasser Arafat. (DR)

les navires destinés à l'évacuation des feydayin. Il a expliqué que les combattants palestiniens devaient retourner au Sud-Liban, « d'où ils partiront pour la libération de la Palestine ». Puis il a ajouté : « Que ceux qui vivent dans les illusions des projets américains partent pour la Tunisie. Ils pourront ainsi se reposer sur les plages. » Dans un entretien accordé au journal *Libération* (29 mai), Abou Moussa a exprimé, en gros, les mêmes critiques, dénonçant notamment l'acceptation de la résolution de Fès et l'idée de confédération avec la Jordanie. « Nous sommes contre le projet de confédération avec la Jordanie. Nous voulons un Etat palestinien indépendant, non pour créer simplement un vingt-troisième pays arabe, mais pour pouvoir poursuivre le combat contre l'ennemi sioniste », a-t-il également affirmé (voir encart). Dans une déclaration ultérieure à l'hebdomadaire libanais *Al Chiraa* (11 juin), il s'est opposé à toute idée de scission, en préconisant « une réforme radicale du Fath ». Selon lui, les opposants avaient des chances de devenir majoritaires et de pouvoir ainsi convoquer un congrès « pour faire le procès des projets américains adoptés par la direction du Fath ».

La revendication d'une démocratisation du mouvement palestinien semble avoir eu un écho important, y compris en dehors du Fath. Le dirigeant du Front démocratique et populaire de libération de la Palestine (FDPLP), Nayef Hawatmeh, a par exemple expliqué que « certaines des institutions bureaucratiques au sein de l'OLP étaient devenues un obstacle au développement de la révolution et devaient être purgées » (*le Monde*, 25 mai 1983), et le dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Georges Habache, s'est déclaré pour sa part « favorable à la réforme démocrati-

que au sein des cadres et des institutions de l'OLP et dans les rangs des forces palestiniennes » (*Libération*, 3 juin 1983). Par ailleurs, le FPLP et le FDPLP ont publié, à Damas, un communiqué commun réclamant une réforme démocratique « sur la base de l'unité nationale » et affirmant que « l'accélération de la réforme au sein des cadres, institutions et organismes de l'OLP et dans les rangs des forces palestiniennes implique la fin du rôle joué par les catégories bureaucratiques et bourgeoises, administratives et diplomatiques » (*le Monde*, 4 juin 1983).

Au cours d'une entrevue publiée par le quotidien des Emirats Arabes Unis, *Al Khalej*, le principal collaborateur d'Arafat, Abou Iyad, n'a pas hésité à lui reprocher « d'avoir fait preuve de négligence et de ne pas avoir suffisamment consulté la direction collégiale du mouvement », tout en ajoutant que toute autre personne aurait fait la même chose, « étant donné la complexité de la situation dans le monde arabe ». Il a reconnu, en même temps, que les opposants avançaient des revendications légitimes, même si leurs méthodes n'étaient pas acceptables (2).

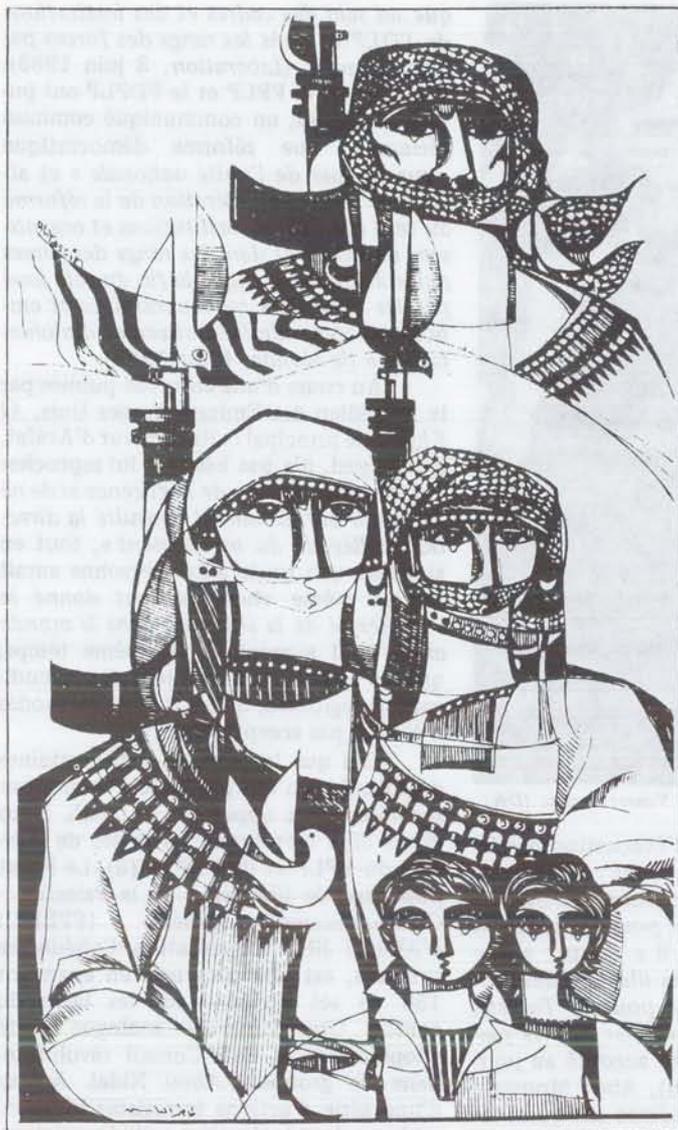
Dès que la crise a éclaté, certaines organisations n'ont pas tardé à se montrer favorables aux opposants du Fath. Nous avons déjà mentionné les prises de position du FPLP et du FDPLP (3). Le Front populaire de libération de la Palestine - Commandement général (FPLP-C) d'Ahmed Jibril, organisation d'obédience syrienne, est allé plus loin en envoyant 150 de ses hommes sur les lieux du conflit. Une démarche analogue a été adoptée par le Fath-Conseil révolutionnaire, le groupe d'Abou Nidal. Auteur d'une série d'actions terroristes irresponsables — dont la dernière a été l'assassinat, au mois d'avril, d'Issam Sartouï, lors de la rencontre de l'Internationale socialiste, au Portugal —, celui-ci jouit de la complaisance irakienne et est soupçonné d'être infiltré par des agents des services secrets israéliens. D'après Arafat, Abou Nidal aurait envoyé 65 hommes pour aider les « rebelles » (*Libération*, 13 juin 1983) (4).

Quoi qu'il en soit, les dissidents du Fath ne semblent pas avoir apprécié ces initiatives. Abou Moussa a même condamné explicitement Abou Nidal, expliquant que la position qu'il avait à son égard res-

2. Pendant la réunion du Conseil national palestinien du mois de février dernier, un membre du Fath a déclaré à un journaliste : « Un parlement à vie, un président à vie, décidément nous ressemblons de plus en plus aux régimes arabes que nous dénonçons. » (*Libération*, 30 mai 1983).

3. Ajoutons à cela qu'Hawatmeh, tout en se prononçant pour l'unité du Fath, a considéré certaines des revendications des opposants comme correctes, notamment celle réclamant la mise à l'écart des postes de responsabilité des militaires qui avaient obtenu des promotions malgré leur attitude de désertion au début de la guerre du Liban.

4. Le 9 mai dernier, les cadavres de cinq membres du groupe d'Abou Nidal ont été retrouvés dans la plaine de la Bekaa. Un mois plus tard, Arafat revendiquait l'exécution de ces personnes, en les accusant de s'être rendues coupables de tentatives d'assassinat sur la personne d'Abou Iyad, dirigeant du Fath.



tait la même que celle de la majorité du Fath.

LE CADRE INTERNATIONAL DE LA CRISE DU FATH

La direction du Fath n'a pas hésité à accuser explicitement la Libye, et indirectement la Syrie, d'avoir manipulé et soutenu les opposants. Une telle accusation est-elle fondée ?

Il n'est un mystère pour personne que le colonel Maamar Khadafi a tenté à plusieurs reprises d'exploiter à son profit les difficultés internes de l'OLP. En janvier dernier, à l'occasion de la réunion des cinq organisations palestiniennes à Tripoli, il avait prétendu qu'un « programme d'action politique et militaire » avait été mis au point en accord avec lui. Le 15 mai, dès le début du conflit dans la plaine de la Bekaa, il prononçait un discours invitant les autres mouvements de l'OLP à se rallier aux dissidents du Fath pour réorganiser la résistance sous un commandement unique, et lui permettre de « sortir de l'impasse où l'ont conduite ses dirigeants réactionnaires et défaitistes ». Yasser Arafat avait répondu vertement en menaçant Khadafi de lui couper la langue. Mais, au-delà de ces accusations verbales, rien n'indique, du moins jusqu'ici, que Khadafi ait joué un rôle effectif dans la

crise du Fath ni que les opposants d'Arafat lui soient liés.

Il est notoire que les rapports entre Arafat et les dirigeants syriens se sont dégradés depuis un certain temps. Cela s'est confirmé avec les polémiques qui ont précédé le Conseil national palestinien d'Alger. Début mai, Damas avait lancé une nouvelle attaque contre Arafat. Mohamed Heydar, membre du haut commandement « national » (panarabe) du Baas au pouvoir en Syrie, lui a reproché d'être « davantage intéressé à fonder un Etat dont il serait le président qu'à poursuivre la révolution », et de mettre « tous les Etats arabes sur le même plan, confondant réactionnaires et progressistes » (le Monde, mai 1983). Au cours du conflit, le gouvernement syrien a pris des mesures qui, d'après lui, visaient à éviter des affrontements, mais qui, d'après la direction du Fath, aidaient en fait les dissidents.

Les déclarations favorables à la Syrie et à l'URSS qu'ont fait ces derniers apparaissent logiques de leur point de vue. Dans son entrevue à Libération Abou Moussa a expliqué son attitude comme suit : « La Syrie dit "non" au plan Reagan et pointe ses blindés en direction d'Israël. Je suis sur cette même position. » Il a ajouté : « Si la Syrie recule, j'adopterai la même position qu'à Saïda (5) », concluant qu'il était parfaitement possible pour son mou-

Les critiques des dissidents

Une dépêche de l'Agence France Presse (AFP) provenant de Damas, reproduite par le quotidien bourgeois français le Figaro, des 28 et 29 mai derniers, rend compte des objectifs définis par Abou Moussa, l'un des principaux dirigeants de l'opposition au sein du Fath.

Abou Moussa a ainsi déclaré, à propos de l'action des dissidents :

« Nous ne sommes pas des scissionnistes. Nous sommes une partie indivisible du Fatah, et notre conflit est politique.

« Nous considérons qu'après la bataille de Beyrouth, le commandement de l'OLP a adopté une orientation politique dangereuse. Lorsque je parle du commandement politique de l'OLP, je parle en fait du commandement du Fatah, car c'est lui qui est maître de la décision au sein de l'OLP.

« Six jours après l'évacuation de Beyrouth, nous nous sommes rendus à Fès et nous avons mis tous nos acquis positifs (de la bataille de Beyrouth) à la disposition des rois et présidents arabes, en échange de leur adoption d'un plan arabe qui est inacceptable. »

Abou Moussa a violemment critiqué le plan Reagan qui « rejette l'OLP et tous les principes et résolutions que prône cette organisation ». « Aucun rejet palestinien catégorique de ce plan n'a été publié », a-t-il souligné.

« Encore un point de divergence essentiel : le projet de confédération avec la Jordanie. Nous pensons qu'un Etat palestinien indépendant doit être établi avant d'entamer toute négociation avec la Jordanie sur la confédération. »

« Il est vrai qu'Arafat n'a pas signé d'accord avec la Jordanie, mais le fait même qu'il ait élaboré un texte commun avec le roi Hussein et qu'il l'ait porté ensuite devant les instances palestiniennes est très dangereux », a-t-il dit. ■

vement de rester indépendant de Damas.

En ce qui concerne l'attitude de l'URSS, on ne peut pas dire que la bureaucratie de Moscou ait encouragé les dissidents. La direction du Fath, dans le cadre d'une contre-offensive diplomatique tous azimuts (voyage d'Arafat à Bucarest, en Arabie Saoudite, etc.), a envoyé Abou Iyad à Moscou. Les résultats semblent avoir été satisfaisants pour elle. Dans un message à l'OLP, Youri Andropov a évoqué, en lui réaffirmant son soutien, « l'unité palestinienne sous la direction légitime du président Arafat ». Au cours d'une conférence de presse donnée à Moscou le 7 juin dernier, Abou Iyad a pu ainsi déclarer : « Nous sommes profondément convaincus que l'URSS nous apporte son soutien dans le domaine politique, ainsi que dans les autres domaines où nous avons sollicité ce soutien. »

Par ailleurs, comme il fallait s'y attendre, l'Arabie Saoudite a explicitement soutenu Yasser Arafat. Celui-ci a été reçu à Djeddah par le roi Fahd, qui a déclaré : « Nous avons le bonheur d'avoir avec nous aujourd'hui Yasser Arafat, le chef de

5. En 1976, Abou Moussa était à la tête des forces palestiniennes ayant anéanti une colonne syrienne qui voulait réprimer les fedayin.

l'OLP, sur lequel nous fondons de grands espoirs. (6) »

UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE S'IMPOSE

Les dissidents du Fath risquent donc de se trouver dans une situation très difficile. Sur le terrain international, ils ne peuvent s'attendre à rencontrer beaucoup d'amis. D'autre part, ils risquent de subir, notamment de la part de la Syrie, des pressions très puissantes susceptibles d'entraver sérieusement leur action. Il faut ajouter qu'il subsiste dans le Fath et dans l'OLP un réflexe unitaire qui, en dernière analyse, joue contre eux. Ce réflexe reflète deux réalités. La première renvoie à la force matérielle que l'OLP et son organisation la plus importante, le Fath, tirent des structures économiques, politiques et militaires existantes. En cas de rupture, beaucoup de choses seraient remises en question, tout l'appareil de l'OLP serait profondément bouleversé et affaibli. En second lieu, même si les militants palestiniens sont aujourd'hui beaucoup plus critiques envers leurs directions et éprouvent le besoin de réfléchir, de discuter et de redéfinir leurs choix stratégiques, ils craignent cependant que des ruptures éventuelles ne les affaiblissent davantage dans une situation qui, après Beyrouth, est devenue de plus en plus difficile.

Tout cela explique les propos unitaires des organisations qui se sont prononcées jusqu'ici au sein du Fath, sur les événements du mois de mai, et les déclarations des dissidents eux-mêmes en faveur du maintien de l'unité du Fath et de l'OLP.

Toujours est-il que le souci unitaire ne doit pas amener à accepter une unité diplomatique de façade, telle qu'elle avait été proclamée à Alger en février de cette année, lors du Conseil national palestinien, et s'avérant tout à fait éphémère.

La situation de la résistance palestinienne est sans doute la plus difficile qu'elle ait connue depuis très longtemps. La crise récente au sein du Fath devrait confirmer aux yeux de tous ce qui était déjà évident pour nous auparavant. La résistance a besoin d'un bilan d'ensemble de son combat, de ses orientations politiques et de ses méthodes organisationnelles. C'est là une exigence qu'éprouve incontestablement la grande majorité des combattants palestiniens. Arafat lui-même, dont l'orientation politique n'a donné aucun résultat concret, a été acculé à faire, au cours du mois dernier, des déclarations d'apparence radicale. Il a notamment affirmé « *que le meilleur moyen est que les dirigeants arabes choisissent la voie du combat et de la guerre afin de modifier l'équilibre des forces* » (*le Monde*, 17 mai 1983). Il a également expliqué qu'il avait « *toujours demandé aux Arabes de lancer une guerre contre Israël, car c'est la seule façon de corriger les équilibres politiques dans la région. Les Arabes ont gâché une occasion en or pour lancer cette guerre pendant le siège de Beyrouth* » (*Libération*, 13 juin 1983).



Manifestation palestinienne en Cisjordanie. (DR)

De telles déclarations balaient aujourd'hui d'un seul coup l'argument qu'Arafat lui-même avait avancé, à savoir qu'après le départ des combattants palestiniens de Beyrouth, l'OLP se renforcerait politiquement. Elles prouvent aussi, involontairement, que les arguments avancés par certains de ses opposants pendant le siège israélien de Beyrouth n'étaient pas dépourvus de fondements. Ce n'est pourtant pas par des déclarations démagogiques ponctuelles — sans correspondance avec une pratique réelle — que la crise de la résistance palestinienne pourra être surmontée. C'est l'heure, répétons-le, de la réflexion critique et du débat, précondition pour élaborer une nouvelle orientation et relancer la lutte.

Pour être menée à bien, cette réflexion et ce débat exigent un cadre démocratique, donc une transformation des

structures et des méthodes de fonctionnement qui ont prévalu jusqu'à présent au sein du Fath et de l'OLP. Sur ce point, les revendications des dissidents semblent être très largement partagées. Il est donc dans l'intérêt du mouvement palestinien dans son ensemble que celles-ci soient acceptées. ■

Livio MAITAN
14 juin 1983.

6. D'après certaines informations, un compromis aurait été réalisé, y compris entre Yasser Arafat et Maamar Khadafi, grâce à la médiation du Nord-Yémen. Ces informations ont été par la suite démenties. Toutefois, des questions peuvent se poser au sujet du voyage entrepris par Khadafi dans les pays dont il avait jusqu'ici violemment dénoncé la politique : Nord-Yémen, Arabie Saoudite, Jordanie, et même Syrie.

Quatrième Internationale

juin - juillet - août 1983

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Contre les menaces impérialistes, organisons la solidarité avec la révolution en Amérique centrale	3
Zbigniew M. Kowalewski - La ligne des usines	11
Syndicats et conseils en Italie	39
Daniel Bensaïd — Révolution permanente et révolution par étapes en Amérique latine : l'autocritique timorée de Jorge Handal	59
Philippe Andréa — Lénine et la jeunesse	75
Philippe Andréa — Le mouvement trotskyste et la jeunesse dans l'entre-deux guerres	83
Jacques Kergoat — Le Parti socialiste français aujourd'hui	97

ARCHIVES DU MARXISME

Dégénérescence de la théorie et théorie de la dégénérescence	117
--	-----

Entretien avec Karim Khalaf, maire de Ramallah démis de ses fonctions par les autorités israéliennes

LE 26 mai 1980 marquait la date limite fixée aux négociations égypto-israéliennes sur le statut d'« autonomie » des territoires palestiniens occupés par Israël depuis la guerre de juin 1967. Ces négociations concernant la Bande de Gaza et la Cisjordanie (le plateau du Golan, conquis également en 1967, ne figurait pas à l'ordre du jour de cette discussion) avaient été prévues par les accords de Camp David signés sous l'égide du président américain Jimmy Carter, en 1978-1979, entre l'Égypte et Israël. Cependant, bien loin d'aller dans le sens d'une plus grande « autonomie » des territoires occupés, l'Etat sioniste a accentué sa politique d'implantation de colonies de peuplement israélien dans les régions de Cisjordanie et de Gaza, au fur et à mesure que se rapprochait l'échéance de la rétrocession du Sinaï à l'Égypte, en avril 1982, décidée par les négociations bilatérales. Parallèlement, la lutte des Palestiniens des territoires occupés se radicalisait. C'est dans ce contexte que plusieurs maires de communes palestiniennes de Cisjordanie avaient été expulsés de ces régions en mai 1980. Quelques semaines plus tard, le 2 juin, deux d'entre eux, Karim Khalaf et Bassam Shaka, étaient l'objet d'un attentat à la bombe.

L'Etat d'Israël a poursuivi sa politique d'annexion des territoires occupés en mettant en place, en Cisjordanie et à Gaza, une « administration civile » visant à remplacer le gouvernement militaire qui administrait les territoires occupés depuis 1967. A cette époque, Ariel Sharon, alors ministre de la Défense et responsable des territoires occupés, mettait en garde les populations palestiniennes de ces territoires en déclarant : « Nous serons bons avec ceux qui collaboreront avec nous et féroces avec ceux qui s'opposent à nous. Ou bien le calme règnera pour tous, ou bien il n'y aura de calme pour personne. (1) » Dans la foulée, le plateau du Golan, région appartenant à l'Etat syrien et peuplée de Druzes, était officiellement annexé par un décret adopté le 14 décembre 1981. Face au refus de certains maires palestiniens de collaborer avec l'administration civile, objet d'une opposition grandissante de la part des populations arabes de ces territoires occupés, l'Etat sioniste n'a eu qu'une seule réponse : démettre plusieurs maires palestiniens de leurs fonctions et les envoyer en relégation. Karim Khalaf est l'un d'entre eux. C'est le maire que s'était donnée la population palestinienne de Ramallah, en Cisjordanie. Depuis, c'est un officier israélien qui occupe la fonction de maire à Ramallah, mais, pour la population, le maire reste toujours Karim Khalaf.

Nous publions ci-après une interview accordée par Karim Khalaf à *l'Étincelle*, mensuel en langue arabe publié par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël, et à *Inprecor*. Cet entretien a été réalisé le 25 mai dernier à Jéricho, ville où Karim Khalaf, aujourd'hui amputé d'une jambe à la suite de l'attentat de juin 1980, a été assigné à résidence.

INPRECOR : — Comment vivez-vous votre assignation à résidence ?

Karim KHALAF : — C'est au début de mai 1980 que j'ai reçu le décret d'assignation à résidence, au moment même où étaient expulsés Fahed Kawassmé, maire de Hébron, Mohamed Milhem, maire de Halhoul, et le juge islamique de Hébron, le sheikh Tamimi. Le 5 mars 1982, j'ai été démis de mes fonctions de maire de Ramallah. Deux jours plus tard, j'ai été convoqué à Jéricho chez le gouverneur militaire, qui m'a annoncé que j'étais assigné à résidence dans cette ville. Je lui ai répondu que mon lieu de résidence étant Ramallah, je me considérais donc comme exilé.

Au début de mon exil, l'entrée de ma maison était scrupuleusement gardée, afin d'empêcher les visites d'amis et de journalistes. Les ouvriers qui travaillaient dans mon verger ont été soumis pendant plusieurs semaines à de multiples tracasseries et même régulièrement arrêtés. Les autorités

s'en sont également prises à ma famille, qui a souffert de toutes sortes de tracasseries. Mais toutes ces mesures ont été vaines et, devant le large soutien qui m'était accordé, les autorités d'occupation ont dû desserrer l'étau.

— Comment analysez-vous la situation actuelle dans les territoires occupés, compte tenu de la répression contre la population palestinienne, de l'intensification des expropriations de terres et des nouvelles implantations sionistes ? Que pensez-vous de la thèse, de plus en plus répandue parmi les cercles libéraux israéliens, selon laquelle l'occupation est arrivée à un point de non-retour et le gouvernement israélien a, de fait, définitivement annexé la Cisjordanie et la Bande de Gaza ?

— L'objectif actuel du gouvernement israélien est effectivement d'annexer les territoires conquis en juin 1967. S'il ne l'a pas encore formellement déclaré, c'est qu'il doit d'abord se débarrasser des

Palestiniens par une expulsion massive. Je suis intimement persuadé que le gouvernement de Menahem Begin n'a pas du tout l'intention de quitter la Cisjordanie et la Bande de Gaza, qu'il considère comme des « territoires libérés ». Après l'imposition, en novembre 1982, de l'« administration civile » dans les territoires occupés — mesure qui fait partie intégrante des accords de Camp David, et dont l'objet est la liquidation de la question palestinienne —, le gouvernement israélien a accéléré les expropriations de terres et la mise en place de nouvelles implantations de colonies.

L'expansionnisme israélien n'est pas limité à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza : le plateau du Golan, qui appartient à la Syrie, Etat souverain, membre de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), a également été annexé. Ceci confirme avec éclat les véritables objectifs des dirigeants israéliens actuels, qui foulent aux pieds toutes les résolutions de l'ONU, utilisent la répression, la terreur, les expropriations et les implantations de colonies pour annexer la Cisjordanie et Gaza et frapper tout élément arabe, sous prétexte de « défendre la sécurité d'Israël ». En ce sens, Israël pourrait, après un certain temps, utiliser le même « argument » pour justifier une attaque des monts de Salt en Transjordanie. Les colonies israéliennes, implantées dans la vallée du Jourdain se trouvent en effet à portée des canons jordaniens.

La logique d'Israël est donc celle de la violence, de l'agression et de l'annexion, et non pas celle de la paix. Mais, en dernière analyse, c'est la logique de la justice et la volonté des peuples qui sont les plus fortes.

— Comment voyez-vous la poursuite de la lutte contre l'occupation israélienne dans la période à venir ?

— Nous avons le droit d'élever la voix pour mettre fin à l'oppression de notre peuple. Il ne nous reste plus rien à donner à Israël. C'est donc aujourd'hui à Israël de nous donner des droits. Nous croyons en notre cause et en une paix juste fondée sur la reconnaissance de nos droits. Ce sont là les aspirations du peuple palestinien.

Les divers gouvernements israéliens n'ont jamais rien fait pour la paix. L'existence de la machine militaire israélienne n'est pas, comme on l'affirme, destinée à défendre la sécurité d'Israël et des Juifs, mais à imposer des accords de capitulation politique conformes aux vœux de l'impérialisme et du sionisme. Cela est vrai non seulement pour les territoires occupés, mais également pour tous les Etats arabes, comme le montre le cas du Liban.

Cependant, la volonté des peuples est plus forte que tout. La volonté de notre peuple est la paix et la coexistence pacifique. Les Etats-Unis ont-ils le même intérêt ? La réponse à cette interrogation est

1. Cité par Michel Warschawski, dans « La population palestinienne s'oppose à l'« administration civile » », *Inprecor*, numéro 116, 11 janvier 1982.

« non ». Les USA n'ont jamais œuvré pour une véritable paix, mais pour une « paix américaine », fondée sur l'hostilité permanente entre Israël et les Etats arabes, rendant plus facile leur domination dans la région. Les accords de Camp David et le traité de paix israélo-égyptien sont, par exemple, destinés à isoler l'Egypte du monde arabe. Ils ne sont pas destinés à représenter une avancée vers la paix. Nous, le peuple palestinien, avons été les victimes directes de tels accords. Après la signature du traité israélo-égyptien, nous avons été témoins de l'invasion du Sud-Liban. Est-ce cela la paix ? Pour parvenir à une paix juste et solide, qui puisse garantir les droits des deux peuples — le peuple palestinien et le peuple juif —, Israël doit se retirer des territoires arabes conquis en 1967, reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat, et reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

— Quel est votre avis sur la situation politique globale, après la guerre du Liban ?

— J'ai le sentiment que nous sommes aujourd'hui plus forts qu'avant la guerre du Liban. Car celle-ci a montré que les moyens militaires les plus gigantesques sont incapables d'ébranler la volonté du peuple palestinien. Si l'OLP a dû quitter Beyrouth, cela ne signifie en rien que nous avons perdu la bataille. Il est vrai que les rapports de forces sont aujourd'hui en faveur d'Israël, mais je peux affirmer que la voix de la justice est plus forte que le bruit des canons. Nous avons gagné le soutien de l'opinion publique internationale en Europe et aux Etats-Unis. Nos victimes ont été nombreuses au cours de la guerre du Liban, mais nos gains politiques le sont encore plus. Et nous devons tout faire pour conserver ces gains et repousser tout accord de capitulation, quel qu'il soit, et en particulier le plan Reagan (2).

Il ne fait aucun doute qu'Israël et les USA ont échoué dans leur tentative d'écraser militairement l'OLP. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils tentent de le faire par des moyens politiques. Ils doivent comprendre que nous sommes des gens de paix, mais que la question palestinienne étant au cœur du conflit, il ne saurait y avoir de paix tant que le peuple palestinien ne pourra exercer son droit à l'autodétermination et constituer son Etat indépendant.

— Après l'agression israélienne au Liban et l'offensive contre la résistance palestinienne, nous avons été témoins, en Israël, de l'émergence d'un mouvement d'opposition à la guerre, qui a vu des dizaines de milliers de personnes descendre dans la rue. Qu'attendez-vous des forces démocratiques qui luttent, en Israël, contre la politique de guerre et d'occupation ?

— Les forces démocratiques israéliennes sont motivées de façon sincère par la volonté de défendre leur vie. Je sens qu'elles commencent à comprendre que ce n'est pas seulement l'existence du peu-



Bassam Shaka, l'autre maire palestinien objet d'un attentat en 1980. (DR)

ple palestinien qui est menacée, mais aussi celle des Juifs eux-mêmes. A mon avis, le mouvement de la paix peut avoir un impact réel sur la société israélienne, en concentrant son activité autour de la question : « Jusqu'à quand ce cercle infernal de guerres contre les Palestiniens et les Arabes ? (3) »

Malheureusement, la majorité de la population israélienne soutient Begin. Et s'il devait y avoir de nouvelles élections aujourd'hui, Begin les gagnerait à nouveau. En Israël, l'extrémisme est plus fort que la modération. Ceci ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de rapprochement entre les deux peuples à la recherche d'une coexistence pacifique. Du côté palestinien, l'immense majorité est modérée et désire une telle coexistence.

Pendant la guerre du Liban, des dizaines de milliers de personnes sont sorties dans la rue pour protester contre les agissements de leur gouvernement, tels que les bombardements et les massacres. En tant que Palestinien, j'ai du respect et de l'admiration pour ces Israéliens. J'espère que le poids des forces démocratiques passera de plusieurs dizaines de milliers de personnes à plusieurs centaines de milliers, afin de devenir un facteur déterminant dans la vie politique en Israël. Ceci facilitera sans aucun doute la réalisation d'une solution juste et respectable pour les deux peuples, palestinien et juif.

— Comment concevez-vous la solu-

tion définitive du conflit israélo-arabe ?

— C'est un processus long et difficile. Nous considérons les Juifs comme des frères. Ils doivent arriver à la conclusion que le sionisme est notre ennemi commun. L'union sacrée qui existe aujourd'hui entre tous les secteurs de la population juive en Israël est fondée sur une fausse conception, que le sionisme a réussi à faire passer dans la conscience des Juifs orientaux et occidentaux, conception selon laquelle il existerait une menace arabe pour leur existence. C'est sur la base de ce mythe que les dirigeants sionistes arrivent à entraîner les masses juives derrière eux.

Jusqu'au mandat britannique (1922), Juifs et Arabes vivaient ensemble. Nous et les Juifs nous ne sommes pas ennemis, mais nous, les Palestiniens, sommes des victimes. Je crois à l'amour et à la paix, pas à la logique infernale de la violence. Les Juifs sont appelés à faire de lourds sacrifices sur l'autel de la défense des intérêts américains, au Liban et dans la région, et chaque jour nous apprenons que de nouveaux soldats israéliens sont tués ou blessés.

Oui, les Juifs doivent prendre conscience de la nécessité d'une coexistence pacifique et de la reconnaissance mutuelle des droits des deux peuples. Cette paix ne pourra être obtenue sans la reconnaissance de nos droits sur cette terre et sans la reconnaissance de notre direction, l'OLP. Tout accord qui ne prendrait pas en considération les droits légitimes du peuple palestinien est voué à l'échec. C'est l'intérêt des Juifs, aujourd'hui, que de reconnaître les droits du peuple palestinien, car il existe maintenant de bonnes chances pour la paix, vu l'existence d'une direction modérée à la tête de l'OLP. Les Juifs auraient tort de laisser passer cette occasion, pour eux comme pour nous. Jusqu'à quand les Palestiniens devront-ils vivre sous des tentes, devront-ils vivre des prébendes des institutions humanitaires ? Jusqu'à quand la machine de guerre israélienne continuera-t-elle ses ravages ? Jusqu'à quand les Juifs continueront-ils à payer le lourd tribut qu'exige d'eux cette politique ?

Je le répète : notre main est tendue pour une paix mutuelle. Mais de l'autre côté, la main est-elle tendue ? ■

Propos recueillis pour « INPRECOR », Jéricho, 25 mai 1983.

2. Ronald Reagan a présenté son plan impérialiste sous forme de « propositions » s'inscrivant « dans le cadre des accords de Camp David » et visant « à concilier les inquiétudes légitimes d'Israël quant à sa sécurité et les droits légitimes des Palestiniens ». Elles comportent l'affirmation du droit des habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza « à une entière autonomie en ce qui concerne leurs propres affaires » pendant une période de cinq ans. Mais pour le plus long terme, Reagan rejette l'idée de la création d'un Etat palestinien indépendant et affirme que « les Etats-Unis pensent fermement qu'un gouvernement autonome des Palestiniens, en Cisjordanie et à Gaza, en association avec la Jordanie, offre la meilleure chance pour une paix juste et durable » (voir Inprecor, numéro 133, 27 septembre 1982).

3. Le mouvement de la paix (Peace Now) est né dans la foulée des accords de Camp David (fin 1978-début 1979) comme réaction extraparlamentaire à l'incapacité des travaillistes à freiner la politique de guerre et d'annexion de Menahem Begin. Si Peace Now n'a jamais totalement rompu ses attaches idéologiques et matérielles avec les forces travaillistes, il est cependant traversé par de nombreuses tendances dont certaines se radicalisent rapidement. Ce sont ces dernières qui ont poussé le mouvement à se mobiliser en mars 1982 contre la répression dans les territoires occupés et à reprendre, au cours de ses manifestations, la revendication du retrait total des territoires occupés en 1967, puis à organiser des manifestations de protestation contre la guerre du Liban.

La campagne pour la libération de Udi Adiv

UDI Adiv a été arrêté le 5 décembre 1972 et condamné à dix-sept ans de prison pour « atteinte à la sécurité de l'Etat ». Cette sentence constitue de fait la peine la plus lourde jamais prononcée contre un citoyen juif pour une action considérée, il y a dix ans, comme un acte de trahison.

En quoi consistait cette « trahison » ? Udi Adiv s'était rendu en Syrie pour y rencontrer des révolutionnaires palestiniens et ouvrir un dialogue avec eux. Pour Udi, l'unique perspective que l'Etat d'Israël offrait à sa jeunesse, à savoir vivre à jamais sur le pied de guerre, était insupportable. Depuis la guerre de 1967, au cours de laquelle il avait participé comme parachutiste à la conquête de Jérusalem, et où il avait vu nombre de ses camarades tomber au combat, Udi Adiv était déterminé à chercher une autre voie que celle de la guerre permanente, la voie du dialogue et de la paix.

L'idée même de discuter avec des Palestiniens et avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était quasiment inconcevable à cette époque, où Golda Meir pouvait affirmer : « Il n'y a pas de peuple palestinien. » Enivrés par les victoires militaires et la prospérité économique que les nouvelles conquêtes territoriales avaient permises, toutes les couches de la société israélienne étaient subjuguées par le chauvinisme. C'était l'union sacrée, et l'ambiance générale était terriblement hostile à tout ce qui se situait hors de cette ivresse collective.

Dans une telle atmosphère, l'initiative d'Udi Adiv et de quelques dizaines de jeunes Juifs et Arabes avait provoqué un véritable choc dans la société israélienne, et une chasse aux sorcières sans précédent dans l'Etat d'Israël avait été lancée contre Udi et ses camarades. L'extrême sévérité de la condamnation prononcée contre Udi avait un but clair : mettre en garde tout Juif qui aurait eu l'idée de nouer un dialogue avec des Palestiniens.

Aujourd'hui, l'ambiance est tout à fait différente. La recherche d'une solution à la question palestinienne, qui soit politique et non plus fondée sur la force, la violence et la conquête, n'est plus un phénomène isolé et marginal. Une partie non négligeable de la société israélienne aspire à une solution de compromis. Les nombreuses personnalités israéliennes qui ont rencontré des dirigeants palestiniens n'ont pas été inculpées, car de telles initiatives, si elles ne sont pas encore complètement acceptées, sont aujourd'hui considérées comme légitimes.

La famille d'Udi Adiv a lancé, il y a un an, une campagne publique pour sa libération anticipée. Ses parents, Tova et Uri, du kibboutz Gan Shmuel, et sa compagne, Lea Lechem, ont fait appel à Ytzhak Navon, qui était, jusqu'il y a un mois, le chef de l'Etat d'Israël, afin qu'il gracie Udi. Depuis, la famille Adiv essaie de gagner à cette cause l'opinion publique locale et internationale par des appels adressés à des personnalités, à la presse, et à quiconque est prêt à œuvrer pour la libération d'Udi.

Le soutien obtenu jusqu'à présent dépasse toutes les espérances : des milliers de personnes ont écrit au chef de l'Etat d'Israël pour qu'il gracie Udi. Parmi ces lettres figurent celles des trois juges de la Cour suprême qui avaient confirmé la

lourde sentence à laquelle Udi avait été condamné, les juges Haim, Cohen et Etsioni, aujourd'hui à la retraite, et le juge Kahane, actuel président de la Cour suprême et qui a dirigé la commission d'enquête sur les massacres des réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. Parmi les autres personnalités qui ont fait appel au président, on peut également citer le professeur Efraim Urbach, président de l'Académie des sciences, le professeur De Vries, ancien recteur de l'université de Tel Aviv, l'ancien secrétaire général de la centrale syndicale Histadrout, Y. Ben Aharon, des écrivains comme Amos Oz et A. B. Yehochua, des députés comme Victor Sem Tov, secrétaire général du Mapam (Parti ouvrier unifié), ou de l'ex-ministre du Parti libéral, Ytzhak Berman.

CEUX QUI ASSASSINENT DES ARABES SONT GRACIÉS, CELUI QUI VIT EN PAIX AVEC EUX EST UN « DANGER POUR LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT »

La campagne de plus en plus large pour la libération d'Udi Adiv est contrecarrée par le veto des services de sécurité israéliens, qui ont un pouvoir de décision absolu pour tout ce qui concerne les prisonniers politiques.

Les instances publiques les plus élevées (le cabinet du chef de l'Etat, le ministère de la Justice, le bureau du chef du Barreau), de même que de nombreux avocats célèbres qui ont été contactés pour le recours en grâce, ont tous très clairement fait comprendre que la décision se trouvait entre les mains des services de sécurité. Ces derniers mettent en avant le fait qu'Udi a choisi de son plein gré de vivre avec les détenus arabes (et la section où ils sont regroupés dans la prison de Ramlé est connue pour ses conditions de détention particulièrement dures) et qu'il a été élu au Comité des détenus politiques, qui lutte dans la prison pour l'amélioration des conditions de détention. Ils affirment également que Yasser Arafat a mentionné son nom dans son discours devant l'assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies en 1974, et que des commandos palestiniens qui se sont infiltrés en Israël ont exigé sa libération. En conséquence, Udi est défini comme quelqu'un qui « représente un danger pour la sécurité de l'Etat et qui ne peut être laissé sans contrôle, ne serait-ce qu'une heure ».

La vérité est que les services de sécu-

rité ne peuvent pardonner à Udi Adiv le fait que pendant dix années de détention il ait refusé de courber l'échine et de céder aux multiples pressions pour qu'il rompe ses liens avec les détenus palestiniens, et accepte de passer dans une autre aile de la prison. A de multiples reprises on a essayé de le convaincre, par des faveurs diverses, visites exceptionnelles, possibilité de rentrer pour quelques jours à la maison, amélioration des conditions de détention, et même promesse de libération anticipée. Mais Udi a refusé tous ces privilèges auxquels les détenus politiques palestiniens n'ont pas droit. C'est là la véritable raison du veto qu'opposent les services de sécurité à sa libération anticipée.

Une nouvelle demande de grâce a été déposée auprès du nouveau chef de l'Etat, Haim Herzog, et l'on attend toujours une réponse. Seule la pression de l'opinion publique la plus large, en Israël et à l'étranger, peut permettre d'obtenir la libération d'Udi Adiv.

Pour soutenir la demande de recours en grâce et la campagne pour la libération anticipée d'Udi Adiv, écrire à l'adresse suivante :

— Président de l'Etat d'Israël, Haim Herzog, Mishkan Nesiei Israël, Jérusalem.

Envoyer une copie à la famille Adiv, Kibboutz Gan Shmuel, Israël. ■

Lea LECHEM
Tel Aviv, 4 juin 1983.

Première conférence internationale sur le thème du travail



D. ERBA et R. CARBONI

En novembre 1981, plusieurs femmes appartenant à l'« Intercatégorielle » (Comité syndical intercatégoriel des femmes, de Turin) des trois confédérations syndicales italiennes (CGIL, CISL, UIL), avaient participé à une conférence organisée à Paris par la coordination des groupes femmes de quartier et d'entreprises, sur le thème « Les femmes et le travail ». Ces femmes sont tombées d'accord sur la nécessité de continuer le dialogue initié lors de la rencontre de Paris. Celle-ci avait soulevé le débat sur les problèmes du travail dans le mouvement des femmes, malgré une tendance de certaines composantes du mouvement à refuser la discussion sur ces thèmes, et il avait été proposé d'organiser une rencontre internationale.

Des femmes de différents horizons ont été invitées : chercheuses, membres de comités ou de groupes de femmes, responsables syndicales officielles, ou simples syndicalistes, professeurs d'université, intellectuelles, employées et ouvrières. Le travail de préparation devant recueillir de la documentation sur les thèmes retenus pour la conférence s'est déroulé dans des groupes de discussion ou des commissions de débat réunies dans plusieurs villes.

Les conditions permettant une discussion fructueuse ne pouvaient être assurées (traductions, salles de réunion adéquates, matériel de discussion) que pour un nombre limité de participantes. Or, le nombre de femmes qui ont demandé à s'inscrire pour la conférence a été bien supérieur à ce qui était prévu, et le problème s'est posé de sélectionner les participantes. Deux réunions se sont tenues à Turin sur ce problème, et il fut décidé que le choix serait fait à l'échelon local, où les critères de représentativité d'une

délégation pouvaient être bien mieux débattus.

LA CONFÉRENCE ELLE-MÊME

Comme nous l'avons dit, plus de 650 femmes prirent part à cette rencontre internationale, et la France, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, la Suède, les Etats-Unis, Malte, la Grèce, la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Luxembourg, le Japon, l'Australie, la Suisse, la Belgique et l'Italie y étaient représentés. Une déléguée du Bureau sur les problèmes de l'emploi et de l'égalité des femmes, de la Commission des communautés européennes, a fait un rapport sur les activités de son organisme dans ce domaine.

Tout d'abord, la conférence a tracé, sur la base d'informations statistiques, l'analyse des changements intervenus au cours des dix dernières années dans les relations entre les femmes et le travail : les femmes représentent un pourcentage sans cesse croissant, et parfois même la majorité de la réserve de main-d'œuvre disponible. Cela est vrai essentiellement pour la tranche d'âge comprise entre 25 et 35 ans, contrairement à ce que l'on pouvait observer auparavant, où ce groupe d'âge était extrêmement peu représenté dans la force de travail féminine, du fait de la naissance des enfants. Mais cette augmentation de leur nombre dans la force de travail potentielle n'a pas connu une croissance parallèle du nombre d'emplois pour les femmes, mis à part dans le secteur tertiaire. Il y a eu, au contraire, une augmentation du nombre de femmes au chômage. Pour les pays du Marché commun, ce nombre est passé de 1 100 000 femmes en 1975 à 4 265 700 en 1982.

De plus, alors que l'instruction a progressé, en particulier chez les femmes, les

DU 23 au 25 avril 1983 s'est tenue à Turin, en Italie, la première Conférence internationale des femmes des pays industrialisés. Intitulée de façon polémique « Production et reproduction », elle a réuni, sur le thème « Les femmes et le travail », 650 participantes (contre les 500 initialement prévues), venues de nombreux pays d'Europe. On comptait un grand nombre d'Italiennes, bien sûr, mais aussi de fortes délégations venues d'autres pays, surtout de France et d'Espagne. Ces trois jours ont vu des débats intenses, quoique souvent inégaux, au cours desquels des points de vue fort différents et les opinions les plus diverses existant au sein du mouvement de femmes se sont exprimés. De nombreuses responsables syndicales, en particulier d'Italie, d'Espagne, de Belgique et de Grande-Bretagne, y ont participé, ainsi que des travailleuses, pour la plupart des « cols blancs » syndiquées. Avant d'aller plus avant dans la description de la rencontre elle-même, il est peut-être utile de rappeler comment et pourquoi elle fut organisée.

emplois proposés requièrent souvent un niveau de qualification inférieur à celui que beaucoup d'entre elles ont atteint. Par ailleurs, le mouvement féministe a produit une radicalisation chez de larges couches de femmes. Il leur a permis de développer leur conscience en tant qu'individus — comme chômeuses et non seulement comme de simples « maîtresses de maison » — et les a stimulées à lutter pour leur propre indépendance, y compris l'indépendance économique et à en accepter les sacrifices considérables. On peut alors se demander comment cette radicalisation va se modifier, suite aux coups infligés par la contre-attaque des classes dominantes.

De nombreuses contributions au débat, essentiellement celles des délégations étrangères, ont fourni des éléments pour une définition plus précise du cadre dans lequel se mènent ces attaques. Il ressortait clairement de ce débat que les tendances générales sont les mêmes dans tous les pays européens, indépendamment de leur contexte politique propre :

- attaque généralisée contre l'emploi, qui, bien qu'affectant à la fois les hommes et les femmes, tend à porter ses coups contre les secteurs les plus faibles de la force de travail, c'est-à-dire les femmes ;

- accroissement du travail à temps partiel, sous diverses formes (voir encadré) ;

- extension du concept de salaire familial à la place de salaire individuel, par le biais d'un accroissement des allocations payées au chef de famille pour les personnes à charge ;

- accès à l'emploi facilité aux chefs de famille, échelles différentes pour les allocations de chômage entre les person-

nes qui sont chef de famille et celles qui ne le sont pas, etc.

En Italie, par exemple, le gouvernement mène dans le même temps une politique d'attaques sévères contre l'échelle mobile des salaires et d'augmentation des allocations familiales et il bénéficie, pour cette dernière mesure, de l'accord des syndicats et des partis ouvriers. Des tendances semblables s'observent également en Espagne. De plus, à travers toute l'Europe, des campagnes sont organisées pour revaloriser la famille et la vie privée. Le travail à temps partiel, souvent proposé aux femmes comme moyen de concilier leur double rôle de mère de famille et de travailleuse, est un élément essentiel de ces campagnes.

Les réductions des dépenses publiques que l'on observe dans toute l'Europe ont des conséquences évidentes sur les emplois dans le secteur tertiaire, comme sur la qualité de la vie pour les femmes. Elles agissent comme autant d'incitations pour que les femmes renoncent à leur travail et à leur engagement social, sous le fardeau de leur double rôle.

La crise économique et les politiques d'austérité qu'elle engendre ont donc été à l'arrière-plan des débats de la conférence, malgré la variété des thèmes abordés, la différence des vocabulaires employés, et les expériences diverses qui se croisaient continuellement. Cette donnée de base fut présente partout — depuis l'analyse du travail salarié jusqu'à l'auto-emploi, depuis la question de l'identité personnelle jusqu'au débat sur les effets des nouvelles techniques — et déterminait les approches les plus divergentes.

Le facteur de la crise sous-tendait la position de celles (en particulier plusieurs responsables syndicalistes italiennes) qui proposèrent de l'accepter comme une donnée intangible à laquelle les rapports de forces actuels entre les classes ne permettent pas de changer grand-chose. De là découlait leur proposition de faire un usage « constructif » des « ouvertures » et des « occasions » créées par la crise elle-même, et non pas de faire prendre des initiatives au mouvement pour s'y opposer. Mais la crise sous-tendait également l'attitude opposée, c'est-à-dire la compréhension de la nécessité de reconstruire le mouvement en termes d'actions, avec, pour commencer, les groupes de femmes qui existent déjà, autour desquels pourrait s'élargir la lutte, impliquant de nouvelles couches de femmes et modifiant ainsi le cadre politique des actions de ces groupes.

Ce débat fut jugé « dépassé » par certaines critiques, qui lui reprochaient de ne pas se tourner vers le développement de « nouvelles théories » sur lesquelles, selon les tenants de cette position, le mouvement des femmes devrait baser ses discussions. Ces théories concernent, entre autres, les notions de travail productif et travail domestique et les rapports qu'ils entretiennent, la division des tâches au sein de la famille, le rôle joué par le fait que ce sont les femmes qui portent les enfants. Ces critiques provenaient le plus

LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL ET SES MULTIPLES FACETTES

Un des sujets les plus débattus a été le temps partiel et, outre le témoignage sur la lutte des travailleuses de l'usine Bekaert Cokerill en Belgique, licenciées pour avoir refusé le temps partiel (qui a fait l'objet d'une motion approuvée par l'assemblée), de nombreuses autres interventions ont souligné le développement du travail à temps partiel sous les formes les plus diverses. Partout, celui-ci a perdu la caractéristique de « choix volontaire » qu'il avait eu dans certains pays dans des situations de bonne conjoncture économique.

En Belgique, où le temps partiel est formellement « volontaire », il existe des secteurs, tel que le commerce, dans lesquels les seuls postes offerts sont à temps partiel.

En France, on a introduit le « mercredi libre », une forme de réduction du temps de travail avec réduction du salaire, pour « permettre » aux femmes de faire elles-mêmes les travaux ménagers et de rester avec leurs enfants. En même temps, on assiste à la mise en place, dans les entreprises, de contrats à court terme d'un an à temps partiel pour deux personnes, formes de travail encouragées par des primes de salaire.

En Allemagne, c'est le *job-sharing* (partage du travail) qui est proposé : un seul travail accompli par deux personnes qui doivent se mettre d'accord sur la façon de l'organiser (par jour, par semaine, par mois). Il existe également des formes de travail où la femme reste chez elle, « à disposition », pour remplacer une collègue.

En Espagne, on assiste, parallèlement au développement du temps partiel, à une augmentation du travail au noir.

Un élément important au niveau européen est le changement d'attitude de la part des syndicats qui, au cours des dernières années, ont donné partout leur accord, implicite ou explicite, à toutes ces formes d'attaque contre le travail des femmes.

Aux Etats-Unis, on assiste à un développement progressif du « temps partiel créatif » : un contrat et demi de travail, avec un salaire et demi, à organiser entre mari et femme, pour concilier famille et travail.

Toute la commission de travail a pris une position de refus du temps partiel, et a revendiqué la réduction généralisée du temps de travail, sans diminution de salaire. La seule femme qui se soit nettement opposée à cette position fut la représentante des Etats-Unis, qui voyait dans le temps partiel géré par l'homme et la femme la possibilité de faire participer l'homme à l'activité du foyer, et des possibilités de carrière pour les deux. ■

Extrait des conclusions d'une des commissions de travail de la Conférence internationale des femmes des pays industrialisés, Turin, 23-25 avril 1983.

Les femmes pour la paix. (DR)



souvent de femmes italiennes intellectuelles et de responsables syndicales qui se sentaient probablement menacées par la dynamique qu'un mouvement de femmes fort et indépendant pourrait avoir contre les effets de la crise économique.

Citons un court passage du rapport de conclusion de la commission sur la « discrimination sexuelle au travail et dans la politique » : « Nous avons défini notre champ d'action comme celui de la défense de nos droits acquis, et par-dessus tout le droit à l'emploi, car sans ce droit, toute discussion sur notre identité, sur les nouvelles possibilités qui s'ouvrent aux femmes, nous fait courir le risque de tout perdre, ou même de nous faire intégrer plus avant dans le système. C'est pourquoi nous avons défini comme objectif principal la réduction générale du temps de travail sans diminution de salaire, ceci étant lié à des formes de contrôle contre les heures supplémentaires. »

Le débat n'a pas conduit toutes les commissions à des conclusions aussi claires, mais au cours de ces trois journées, le besoin est apparu, chez toutes les participantes, de ne pas perdre les éléments de conscience et d'identité propres que nous avons eu tant de mal à acquérir au cours

des dix dernières années. Un autre besoin a également mûri : celui de « défendre ce qui a été gagné ». Cette volonté de ne rien perdre de ce qui a été acquis s'est exprimée au sein de toutes les commissions, en dépit de la diversité des attitudes, des analyses et des vocabulaires.

Mais la volonté d'« aller plus loin » s'est aussi fait jour et a pris des formes concrètes au travers des nombreuses propositions avancées par les groupes de discussion :

- mise en place d'un réseau international d'information sur les nouvelles technologies, fondé sur la banque de données créée par les femmes britanniques ;

- organisation d'une rencontre annuelle dans un pays européen différent chaque année ;

- établissement d'un comité de coordination des coopératives organisées par des femmes, afin qu'un recensement puisse en être fait et qu'elles puissent acquérir un pouvoir de négociation plus grand ;

- création, à Turin, d'un centre de documentation sur les problèmes des femmes et du travail.

Mais, à notre avis, la proposition la plus significative est sûrement celle de lancer une campagne internationale intitulée « Les femmes contre la crise ». La première activité de cette campagne serait d'organiser un « tribunal » dénonçant toutes les formes de discrimination

sexuelle que les femmes rencontrent dans leur travail, tribunal qui se tiendrait en mars 1984 à Bruxelles. La seconde phase de l'activité serait une manifestation de femmes, dans la rue, à l'échelle européenne. Cette proposition a été lancée par plusieurs femmes de Belgique qui, au cours des trois dernières années, ont pris part dans leur pays à la campagne « Des femmes contre la crise ». Des groupes de femmes du mouvement belge des femmes ont jeté les bases de cette campagne à travers des actions communes menées avec des adhérentes de base de différents syndicats, et elles ont obtenu la participation des principaux syndicats et des partis politiques progressistes.

Les principaux thèmes de la campagne européenne, tels qu'ils ont été définis et acceptés par la conférence de Turin, sont les suivants :

- défense du droit des femmes à l'emploi et à l'indépendance économique ;

- opposition à la politique des gouvernements et des patrons qui pratiquent des discriminations et dont les coups affectent particulièrement les femmes ;

- opposition au travail à temps partiel et lutte pour une réduction généralisée du temps de travail sans diminution du salaire.

Dans le rapport final du groupe de travail sur la « discrimination sexuelle au travail et dans la politique », le mode d'organisation de la campagne a été ainsi défini :

« Le contenu du programme de la campagne devrait être élaboré en fonction des différentes situations nationales et de leurs contextes spécifiques, de façon à ce qu'il devienne un véritable point de référence pour les femmes en Europe, autour duquel elles pourront se rassembler. Ce programme doit également prendre en compte les problèmes soulevés par la condition des femmes immigrées. »

« L'une des nécessités fondamentales de l'heure est d'impliquer et de rassembler le plus grand nombre possible de femmes, non seulement des travailleuses, mais aussi des femmes au foyer, des chômeuses et des jeunes. Cela concerne aussi bien les femmes qui se perçoivent encore comme des individus isolés que les femmes déjà organisées en groupes. »

« Les méthodes d'organisation ne peuvent être définies ici, dans la mesure où elles doivent être adaptées à chaque situation. Mais nous pensons essentiel de souligner que l'initiative de cette proposition doit être prise par le mouvement des femmes et non pas déléguée à d'autres institutions. Elle doit être dirigée par les femmes elles-mêmes, ce qui permettra de faire progresser leur propre niveau d'organisation. »

« L'engagement, autour de cette proposition, de femmes syndiquées ou membres d'un parti, doit signifier de leur part la volonté de développer le programme de notre campagne au sein de leur organisation, et non le contraire. »



Syndicalistes françaises. (DR)

LES LENDEMAINS DE LA CONFÉRENCE

Les documents de la conférence, les résolutions, les motions et les enregistrements seront publiés dans un recueil qui sera envoyé à toutes les participantes, en même temps que la liste des propositions avancées par la conférence et le nom des femmes désignées pour les prendre en charge. Toutes les demandes d'information sur ces propositions devront leur être adressées. Par la suite, un livre sur la conférence sera publié et mis en vente. En ce qui concerne la campagne « Les femmes contre la crise », un secrétariat, lieu de référence central, a été institué à Bruxelles. De même, un comité d'organisation a été mis sur pied à Turin par des femmes qui ont pris part à la conférence.

Il est très important de constater qu'après des mois de stagnation, de difficultés à prendre des initiatives, les participantes ont exprimé le désir de se réorganiser et de faire participer d'autres femmes, pour entreprendre des actions plus larges, prendre des initiatives visant à élargir leur champ d'action et conquérir de nouvelles aires d'activité. ■

D. ERBA et R. CARBONI
Turin, mai 1983.



Avant guerre déjà : « A travail égal, salaire égal. » (DR)

Une longue tradition de gouvernements de collaboration de classes

LES caractéristiques de la vie politique finlandaise sont largement déterminées par sa situation géographique spécifique, à la frontière nord-ouest de l'Union soviétique, et par l'importance des relations commerciales entretenues avec ce pays (près de 60 % du pétrole brut consommé en Finlande provient d'URSS). Depuis son arrivée au gouvernement en 1956, le président de la République, Urho Kaleva Kekkonen, s'est montré partisan d'une large coopération économique avec l'URSS et a fait preuve d'un certain équilibrisme diplomatique sur les grandes questions internationales. Une seconde caractéristique des vingt-cinq ans du règne de Kekkonen a été sa réussite à mettre en place, à partir de 1966, des gouvernements de collaboration de classes, regroupant sociaux-démocrates, communistes, et des membres de sa propre formation bourgeoise, le Parti du centre. Les partis ouvriers communistes et sociaux-démocrates finlandais ont donc de longues années de pratique de ces formules gouvernementales front populistes.

Bien qu'elle ait été qualifiée de « *coup porté contre le capitalisme* » par Radio-Moscou, l'élection, le 26 janvier 1982, du candidat social-démocrate Mauno Koivisto à la présidence de la République, n'a pas marqué pour autant un bouleversement fondamental des données politiques du pays. En matière

Pekka HAAPAKOSKI

L'élection à la présidence de la République de Urho Kaleva Kekkonen, en mars 1956, a coïncidé avec le plus important affrontement de classe de l'après-guerre. Pendant trois semaines, un demi-million de travailleurs ont mené une grève générale totale. La première année du gouvernement Kekkonen a également été marquée par une grave instabilité économique, par une série de crises gouvernementales, par une division importante de la social-démocratie et du mouvement syndical, ainsi que par de graves conflits au sein de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, quant à la politique étrangère du pays.

En vingt-cinq ans de pouvoir, Kekkonen a réussi à transformer son image de marque. De politicien contesté — membre du Parti agrarien, aujourd'hui Parti du centre —, il est devenu une figure bonapartiste autoritaire, contraignant les représentants politiques du mouvement ouvrier aussi bien que du grand capital à se soumettre à sa direction et à le reconnaître comme l'« arbitre » suprême, non seulement sur les questions de politique étrangère, mais aussi sur la politique intérieure.

En ce qui concerne les organisations du mouvement ouvrier — les sociaux-démocrates et les communistes —, la tactique spécifique de Kekkonen fut d'abord de les évincer et de les affaiblir, afin de les « intégrer » par la suite aux cabinets gouvernementaux (à partir de 1966) et d'en faire les principaux instruments de la

de politique extérieure, Koivisto, qui vient de signer à Moscou un protocole reconduisant pour vingt ans le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle conclu entre les deux pays en 1948, ne s'est guère écarté de ce que l'on appelle la « ligne Paasikivi-Kekkonen » (1). Sur le plan intérieur, au moment où se font sentir, à retardement, les effets de la crise économique internationale, l'élection de Koivisto a exprimé une double réalité : d'une part, le vote populaire massif pour le candidat présenté par le Parti social-démocrate (SDP) et, de l'autre, le soutien tacite de fractions bourgeoises à celui qui fut l'ancien Premier ministre de Kekkonen et l'ancien responsable de la Banque de Finlande.

Cependant, les élections législatives des 20 et 21 mars derniers n'ont pas confirmé l'ampleur de la poussée électorale social-démocrate enregistrée lors de l'élection de Koivisto. Il faut dire qu'elles intervenaient un an après l'entrée en fonction du gouvernement de coalition de classe de Koivisto, qui a mené, depuis lors, une politique d'austérité. Elles constituaient donc un premier test électoral pour le nouveau président de la République et pour sa politique, dont l'article publié ci-dessous analyse la signification. ■

nouvelle politique économique mise en œuvre vers le milieu des années 1960. L'objectif premier de cette nouvelle politique économique était de réaliser une modernisation et une restructuration de l'économie finlandaise par le moyen d'un plan d'industrialisation accélérée et d'une politique de contrôle des salaires.

DES DÉCENNIES DE COALITION DE COLLABORATION DE CLASSES

Le seul moyen politique pour accomplir un tel projet était un gouvernement de front populaire comprenant des ministres sociaux-démocrates et communistes comme garantie que la base de ces partis n'offrirait pas trop de résistance aux plans de modernisation de la bourgeoisie. Avec le recul du temps, il est manifeste que les objectifs de la bourgeoisie ont été largement atteints. L'acceptation totale des règles du jeu par les partis ouvriers a été un facteur déterminant à cet égard.

Certes, de larges secteurs du mouvement syndical ont engagé des luttes mili-

tantes dans les années 1970. Mais cela n'était pas suffisant pour contrebalancer les résultats globalement positifs pour la bourgeoisie de la politique de front populaire.

Cette politique a divisé le Parti communiste. Cependant, la minorité du PC qui y était hostile n'avait guère la perspective de se transformer en alternative révolutionnaire pour le mouvement ouvrier. Dans de telles circonstances, la division du PC a surtout profité à la bourgeoisie. Ainsi, les quinze dernières années du pouvoir de Kekkonen ont permis au capitalisme finlandais de surmonter, mieux que d'autres pays européens, la crise économique internationale. Tout au moins du point de vue des profits et de la concurrence internationale. Le prix à payer par les ouvriers a été élevé : baisse importante des salaires réels et restrictions sévères des budgets sociaux. Le chômage s'est maintenu à un niveau élevé et des centaines de milliers d'ouvriers ont été contraints à émigrer (2).

Le résultat le plus grave fut que les partis ouvriers participaient de plus en

1. En matière de politique extérieure, et comme la plupart des candidats à la présidence de la République, Koivisto s'est déclaré favorable à la poursuite de la « ligne Paasikivi-Kekkonen ». *Le Monde diplomatique* de juillet 1982 définit cette orientation comme suit : « Politique déterminée et appliquée par les présidents de la République de 1945 à 1981, et qui peut se résumer par la formule : " (...) confiance mutuelle et coopération internationale constructive entre Etats aux systèmes sociaux différents (...) » (Urho Kekkonen, 4 avril 1973) ; elle se manifeste dans les rapports de bon voisi-

nage entre la Finlande et l'URSS, mais aussi dans une recherche de l'équilibre nécessaire entre les pays occidentaux et les pays orientaux dans leurs relations avec la Finlande. »

2. Le seuil des 150 000 chômeurs, soit environ 6,5 % de la population active, était dépassé en décembre 1981. En 1983, le chômage devrait atteindre 180 000 personnes, sans compter le chômage dissimulé par l'émigration. Dans certains endroits, comme le grand port de Turku au sud-ouest du pays ou la région agricole de Vaasa, le chômage a progressé de 60 % en un an.

plus à la mise en œuvre de la politique du gouvernement bourgeois, privant ainsi leurs membres de toute perspective de résistance à la campagne de la bourgeoisie. Ces partis agissaient comme des partis gouvernementaux et étaient perçus comme tels par leurs militants. Ils se trouvaient même en conflit croissant avec les intérêts économiques les plus élémentaires de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'ils affaiblirent leur propre base électorale.

C'est précisément cela — un affaiblissement qualitatif de l'identité de classe et de la force du mouvement ouvrier — qui constitue l'héritage politique majeur de Kekkonen. Il passera dans l'histoire comme l'homme qui a finalement « maté » le mouvement ouvrier finlandais traditionnel et l'a forcé à collaborer avec les forces bourgeoises dirigeantes pour achever le processus de restructuration économique le plus extensif qu'ait connu la Finlande. Kekkonen fut obligé, en fin de sa carrière, d'élargir de plus en plus son rôle bonapartiste. Non seulement il dictait les principales lignes de la politique nationale et étrangère, mais il devait également intervenir de plus en plus fréquemment dans les conflits quotidiens qui opposaient les différents partis politiques, afin de les résoudre.

LA CRISE DES MÉTHODES BONAPARTISTES DE KEKKONEN

Quand on en arriva là, des secteurs croissants de la bourgeoisie commencèrent à percevoir le danger d'un tel système : celui-ci était devenu tellement dépendant d'un seul homme qu'ils commencèrent à chercher un nouveau « père » susceptible de remplacer le vieux président de plus en plus sénile.

Au début des années 1980, Kekkonen avait, du point de vue de la bourgeoisie, accompli sa tâche historique. Progressivement, des critiques croissantes se sont élevées contre lui, et la pression pour qu'il abandonne le pouvoir n'a cessé de grandir. Tombé brusquement malade en 1981, Kekkonen ne pouvait dès lors plus remplir les fonctions attachées à son poste et cela mit immédiatement à l'ordre du jour la question d'un changement de régime.

En fait, il y avait déjà un candidat à la présidence disponible, pouvant être considéré comme apte à conduire la Finlande hors de la période Kekkonen vers une « nouvelle ère » et susceptible d'obtenir un large soutien à son projet : le politicien social-démocrate et banquier Mauno Henrik Koivisto.

Le projet de Koivisto peut être résumé brièvement de la façon suivante : d'un côté, il tente d'exploiter le mieux possible la marge de manœuvre politique dont il dispose et de maintenir la coopération économique avec l'Union soviétique telle qu'elle avait été développée durant la période Kekkonen. En même temps, dans le domaine de la politique intérieure, Koivisto compte sur une poursuite de la « politique de consensus » (en d'autres termes, une politique de collaboration de classes) et un renforcement des industries

d'exportation sur la base d'une acceptation « volontaire » de l'austérité par les travailleurs.

La différence entre Kekkonen et Koivisto réside dans le fait que ce dernier pense qu'il peut mener à bien sa politique en utilisant davantage les canaux parlementaires normaux et en ayant moins recours à des méthodes autoritaires. La clé de la capacité de Koivisto à réussir cette réorientation réside essentiellement dans sa popularité sans précédent et son image soigneusement cultivée de père du « miracle économique finlandais », ainsi que dans la position renforcée de la social-démocratie au sein du mouvement ou-

économiques et financières profondément antiouvrières (3).

L'homme qui a été élu neuvième président de la Finlande, le 26 janvier 1982, par un vote massif mais extrêmement hétérogène d'un point de vue de classe, ne pourra pas maintenir très longtemps son image d'« homme du peuple tout entier » dans les conditions de crise économique croissante des années 1980. Les électeurs de la classe ouvrière sont de plus en plus nombreux à réaliser que ce n'est pas « leur » Koivisto qui siège au palais présidentiel. L'aura populiste autour du nouveau président commence à s'estomper, et il se voit de plus en plus contraint



vrier finlandais et sur l'arène politique en général.

Pour la plupart des électeurs de la classe ouvrière, Koivisto était un social-démocrate. Pour les secteurs les plus clairvoyants de la bourgeoisie, il était un banquier. Et pour l'électorat en général, Koivisto était présenté comme l'« homme du peuple tout entier ». Malgré sa carte de membre du Parti social-démocrate, Koivisto a fidèlement, et toute sa vie, servi la bourgeoisie finlandaise. Il a débuté sa carrière comme briseur de la grève des dockers dirigée par les communistes, en 1949, et comme organisateur des opérations de chasse aux sorcières. Elle s'est poursuivie dans les ministères et la Banque nationale de Finlande, où son activité a été marquée par des options

d'avoir recours aux méthodes les moins « délicates » de l'ère Kekkonen. Un an d'exercice du pouvoir aura été suffisant pour ternir l'image populaire de Koivisto, et les élections législatives de mars 1983 en ont été la première indication.

L'ÉVOLUTION DU VOTE POUR LES PARTIS OUVRIERS

Les résultats des législatives de 1983 montrent clairement ce qui est arrivé au soutien électoral dont bénéficiaient les partis ouvriers au cours des vingt-cinq dernières années (voir encadré). Dans les années 1950 et au début des années 1960, la moitié environ de l'électorat votait pour le Parti social-démocrate (SDP) et l'Union démocratique du peuple finlandais (DFFF, coalition électorale du PC) (4). Ces deux organisa-

3. En tant que Premier ministre du président Kekkonen ou gouverneur de la Banque de Finlande, Koivisto a des responsabilités directes dans la dévaluation de 31,25 % du mark finlandais survenue en 1967 et dans la politique d'austérité menée en 1975. Ce sont là des antécédents appréciés par la bourgeoisie.

4. La Finlande possède deux langues officielles, le finnois, parlé par la grande majorité de la population, et le suédois. Cet article ayant été écrit en suédois par un camarade finlandais résidant en Suède, tous les sigles des formations politiques sont dans cette langue.

Ainsi, KHP désigne le Parti constitutionnel (le parti le plus à droite) ; KF, l'Union des chrétiens finlandais ; SP, le Parti de coalition nationale (principal parti bourgeois traditionnel) ; SFP, le Parti populaire suédois (parti de la minorité suédoise) ; CP, le Parti du centre (l'ancien Parti agrarien, qui a fusionné avec les libéraux) ; FLP, le Parti rural finnois (parti populiste réactionnaire) ; SDP, le Parti social-démocrate ; DFFF, l'Union démocratique du peuple finlandais (coalition électorale du Parti communiste).

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE MARS 1983

Les élections législatives des 20 et 21 mars derniers n'ont pas confirmé la poussée électorale en faveur des partis ouvriers que l'on avait observée lors de l'élection de Koivisto, candidat présenté en janvier 1982 à la présidence de la République par la social-démocratie.

Globalement, les partis ouvriers — SDP et DFFF — qui totalisent 40,8 % des suffrages, ont subi une petite perte électorale d'environ 1 % par rapport aux législatives de 1979. Ces dernières avaient déjà enregistré une diminution de plus de 2 % des résultats des partis ouvriers par rapport à 1975. Mais, au sein de ce camp, le SDP continue à progresser, en passant de 24 % en 1979 à 26,8 % en 1983, avec 57 élus sur un total de 200 parlementaires, aux dépens de la DFFF, qui passe de 17,9 % en 1979 à 14 % en 1983 et obtient 27 sièges. A gauche toujours, les verts ont obtenu 1,5 % des suffrages et deux élus.

Parmi les formations politiques les plus importantes, les gagnants de ces élections sont respectivement le SDP à gauche, qui progresse de 5 sièges, et le vieux Parti rural finnois (FLP), formation populiste réactionnaire de Veikko Vennamo, qui gagne 11 sièges. Dans les partis de moindre importance, les progrès sont aussi à noter du côté des verts et du parti d'extrême droite, le Parti constitutionnel (KHP), qui font tous deux leur entrée au Parlement.

S'il est difficile de définir une tendance claire de ces élections, du fait notamment de la complexité du champ politique finlandais, on peut avancer l'idée que ces résultats ont traduit des « sentiments de protestation » envers la politique gouvernementale et marqué une certaine évolution à droite. La DFFF en a été la principale victime, et son retrait tactique du gouvernement, quelques mois avant les élections, ne l'a pas aidé à améliorer son résultat électorat et à regagner une crédibilité.

Au sein des formations bourgeoises, la tendance est également marquée par une évolution à droite, qui voit un déplacement de la droite « établie », participant aux coalitions gouvernementales avec les sociaux-démocrates et les communistes, vers la droite d'opposition. Le FLP, parti populiste réactionnaire disposant d'une base électorale petite-bourgeoise, a bénéficié de cette évolution, grâce à son programme démagogique. Au cours de sa campagne, ce parti a promis de lutter contre la corruption mise en évidence par la prolifération des scandales financiers impliquant des personnalités politiques diverses et a présenté une liste de revendications économiques radicales contre la politique d'austérité.

L'aspect « protestation » de ces élections s'est aussi exprimé par l'important succès de la candidature « sauvage » que les « communistes minoritaires » ont présentée à Lapland. Dans cette région, le principal candidat des « communistes minoritaires » était une personnalité exclue de la liste de la DFFF. Grâce à un appel à la lutte contre l'austérité, il a réussi à obtenir 15 000 suffrages et à devancer le candidat officiel de la DFFF.

Les élections de 1983 doivent donc être considérées comme un signal d'avertissement, tant pour Koivisto lui-même que pour les forces politiques dirigeantes, qui voient entrer au Parlement une série de partis « contestataires » de droite et de gauche. Mais cela est vrai également pour le mouvement ouvrier organisé, dont les résultats totaux n'ont jamais été aussi bas depuis l'après-guerre. Rappelons qu'en 1966, le SDP et la DFFF avaient obtenu un total de 51 % des suffrages.

Toutefois, il faut noter que « protestation » n'équivaut nullement à une radicalisation, et cela s'applique particulièrement aux résultats de ces élections, qui ne peuvent être globalement appréhendées que comme un recul de la conscience de classe socialiste dans certains secteurs de la classe ouvrière. ■

tions avaient alors à peu près la même force, la DFFF ayant cependant un léger avantage dû à la division de la social-démocratie. Puis, au cours de la période qui a suivi, deux nouvelles tendances ont clairement pris forme. D'un côté, le vote global pour les partis ouvriers a connu un recul régulier qui situe maintenant leur score électorat au niveau des 40 % des voix. D'un autre côté, ce déclin s'est opéré essentiellement aux dépens de la DFFF, la social-démocratie ayant, quant à elle, globalement maintenu son électorat, après s'être remise de sa division.

Le mouvement ouvrier dans son ensemble a été affaibli. De plus, toutes les pertes ont affecté son aile traditionnelle plus radicale. Les principales raisons

de cette évolution sont assez claires. Tout d'abord, la participation continue, depuis 1966, des partis ouvriers aux gouvernements de front populaire a considérablement diminué la confiance que les travailleurs leur portaient. Ensuite, la querelle qui dure et divise depuis maintenant quinze ans le PC sape de plus en plus la crédibilité de ce parti aux yeux des travailleurs radicalisés. Sur le plan purement parlementaire, le cours des sociaux-démocrates et des staliniens a mené à un dilemme insoluble. Plus ils devenaient des partis purement parlementaires et gouvernementaux, moins ils étaient capables de rassembler une majorité parlementaire autour d'eux et de leur programme.

La social-démocratie finlandaise a été proclamée l'une des grandes gagnantes

des élections législatives de mars 1983. Mais, avec 26,8 % des votes, elle n'a pas réussi, en fait, à atteindre le nombre de voix qu'elle avait durant toute la période d'après-guerre, à l'exception des années de division dans les années 1970 (5). L'« effet Koivisto » tant attendu (44 % des voix aux élections présidentielles de 1982) ne s'est absolument pas traduit au niveau des législatives.

Malgré la position relativement forte du SDP dans le mouvement ouvrier, les résultats de l'élection montrent que ce parti continue à perdre sa base organisée politiquement active sur les lieux de travail. En même temps, l'idéologie de l'appareil, et même la composition sociale des couches dirigeantes du parti, prennent de plus en plus clairement un caractère technocratique bourgeois.

Après les années de division, le parti a été contraint, pour quelque temps, d'adopter un langage politique plus radical afin de regagner le contrôle qu'il avait perdu sur les syndicats. Mais une gestion prolongée du capitalisme finlandais et de son Etat, depuis 1966, a laissé une empreinte profonde sur l'image du parti et a accéléré davantage son cours vers une adaptation totale aux « réalités » du capitalisme finlandais. Aujourd'hui, la politique de défense des intérêts bourgeois n'a rien à envier à celle du parti de Willy Brandt en Allemagne de l'Ouest ou de Bruno Kreisky en Autriche.

La « frange de gauche », petite mais active, que l'on trouvait avant tout dans l'organisation de jeunesse du SDP et dans quelques sections, a été très largement intégrée par l'appareil du parti ou bien est tombée dans un silence embarrassé. A long terme, une plus grande opposition ne trouvera un potentiel qu'au sein du mouvement syndical, où la politique d'austérité et la ligne d'auto-restriction ont provoqué un certain mécontentement à la base et dans les directions intermédiaires.

LES FRACTURES DU STALINISME FINLANDAIS

Le PC finlandais et la DFFF, aujourd'hui plus faibles que jamais depuis la période d'après-guerre, connaissent en outre une crise de crédibilité catastrophique parmi leurs membres et leur électorat traditionnel.

La querelle au sein du PC, longue de quinze années, entre deux courants qui sont restés globalement loyaux envers l'URSS, bien qu'à des degrés différents, a été un scandale perpétuel et une source de démoralisation pour les cadres du mouvement ouvrier. Année après année, ces derniers ont dû participer et assister à des déchirements internes qui n'ont

5. Une scission du SDP se présenta aux élections, de 1958 à 1979. Elle changea de nom à plusieurs reprises, passant du nom de Sociaux-démocrates indépendants à celui de Ligue social-démocrate des travailleurs et petits paysans. C'est en 1962 que cette formation obtint son meilleur score, avec 4,4 % des suffrages.

jamais mené ni à un compromis durable ni à une scission définitive (6).

Dans tout autre pays en dehors du bloc soviétique, une telle lutte politique à l'intérieur d'un parti stalinien aurait mené depuis longtemps à la formation de deux partis distincts. Cependant, en Finlande, la mainmise traditionnelle des Soviétiques sur le parti et le rapport de forces relativement équilibré entre les fractions existantes, ont mené à un type de « solution » spéciale, qui voit les différentes fractions vivre sous le même toit.

Le « compromis » n'a cependant jamais débouché sur une quelconque « coexistence pacifique » entre les fractions. Il s'agit plutôt d'accords périodiques au sommet qui, de façon systématique, sont rapidement rompus à des niveaux intermédiaires, provoquant ainsi de nouveaux alignements, de nouvelles négociations et de nouveaux compromis.

Longtemps, cette lutte a opposé deux fractions relativement homogènes. Mais, au fil des années, le processus fractionnel s'est accentué et des différenciations plus profondes se sont développées au sein de la majorité comme de la minorité. Aujourd'hui, il existe huit ou neuf courants politiques différents dans le PC et la DFFF, couvrant toute la gamme, depuis le plus pur stalinisme des années 1930 jusqu'à chaque variante d'eurocommunisme, sans qu'aucune tendance de gauche, révolutionnaire ou allant dans ce sens, ne se dégage.

Cette crise à double face du mouvement stalinien finlandais — un affaiblissement constant et des divisions de plus en plus profondes — est, bien sûr, le reflet de la crise mondiale du stalinisme. Cependant, dans les conditions actuelles en Finlande, où il n'existe pas de noyau marxiste-révolutionnaire, elle menace à court terme de mener le secteur traditionnellement plus radicalisé du mouvement ouvrier à son propre anéantissement, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir sur la lutte des classes et le rapport des forces global entre la classe ouvrière et les capitalistes en Finlande.

Les différents courants, qui appartiennent au bloc de la majorité dans le PC et la DFFF, soutiennent tous le même cours qui, depuis quinze ans, mène le mouvement à la catastrophe. Ils sont toujours pour la participation au « gouvernement de front populaire », pour continuer à soutenir la politique antiouvrière d'austérité, et pour poursuivre l'intégration dans les institutions de l'Etat bourgeois, même si, pour des raisons tactiques, le parti doit rester hors du gouvernement pour quelque temps après les élections.

De son côté, la minorité continuera ses condamnations stériles de « la politique de collaboration de classes », alors qu'elle ne possède ni une stratégie alternative de réelle indépendance de classe ni la capacité d'organiser la résistance ouvrière dans les usines et les syndicats.

Le type de manipulation bureaucratique dans lequel est engagée la minorité, de même que sa servilité à l'égard des bureaucrates des Etats ouvriers — qui s'est manifestée en particulier par rapport



Le nouveau président Koivisto. (DR)

aux événements en Pologne — ont ôté toute crédibilité à ce courant aux yeux des jeunes travailleurs les plus radicalisés en Finlande, mais la crise actuelle menace de le transformer en cimetière politique pour les travailleurs radicalisés.

A court terme, il n'y a de perspective, ni pour la croissance économique soutenue et la stabilité politique que Koivisto s'efforce d'atteindre, ni pour les transformations socialistes de la société telles que l'exigent les intérêts de la classe ouvrière.

Sur le plan économique, le « miracle finlandais » tant vanté n'a pas abouti à une solution durable du problème structurel du capitalisme finlandais, pas plus qu'il n'a diminué qualitativement sa vulnérabilité face à la crise. L'inégalité entre les secteurs d'exportation, de pointe et super-rationalisés et les autres secteurs industrialisés retardataires crée des goulots d'étranglement continus et un déséquilibre de l'économie dans son ensemble.

Une coopération économique extensive avec l'Union soviétique a permis au capitalisme finlandais de traverser la première récession internationale mieux que la plupart de ses concurrents régionaux. Mais l'augmentation des importations en provenance des pays de l'Ouest sape graduellement l'efficacité d'un tel « cousin » face à la crise. L'avenir, pour l'économie finlandaise, qui a toujours eu tendance à être en retard sur les mouvements cycliques internationaux, n'est guère prometteur.

Sur le plan politique, les difficultés à construire des coalitions gouvernementales stables et effectives sont plus grandes qu'à aucune autre période depuis 1966.

LA PERSPECTIVE D'UNE RIPOSTE OUVRIERE

Pour sa part, la classe ouvrière a peu de raisons de considérer comme positifs les résultats du « miracle économique finlandais », ou la première année d'exercice du pouvoir par Koivisto. Certes, après les baisses importantes des salaires à la fin des années 1970, les ouvriers

de l'industrie finlandaise ont mieux réussi à maintenir leurs salaires réels que leurs camarades suédois par exemple. Mais, en même temps, les travailleurs des secteurs les plus faibles de l'économie ont dû en payer le prix. Les différences salariales se sont creusées et la situation des travailleurs mal payés est aujourd'hui pire que jamais.

De plus, ce que certains secteurs de la classe ouvrière ont gagné sur les salaires, ils l'ont perdu sous forme de bénéfices sociaux. Les mesures d'austérité introduites au cours de ces dernières années ont réduit les budgets sociaux, déjà bien maigres.

Les prétendues « bonnes années » n'ont pas vu une baisse significative du chômage. Atteignant aujourd'hui environ 7 % de la population active, il est deux fois plus élevé qu'en Suède, et cela sans compter les centaines de milliers de personnes qui émigrent dans ce pays.

Les conditions pour que les travailleurs commencent à organiser une résistance à ce cours des événements sont aujourd'hui, du point de vue politique, pires qu'elles ne l'étaient il y a dix ou vingt ans. Leurs directions historiques ont si ouvertement et si totalement trahi leurs intérêts, et pas seulement leurs intérêts immédiats, que les membres des grands partis ouvriers, et même ceux qui votent pour eux, désertent de plus en plus vite le navire qui coule. En même temps, aucune direction ouvrière alternative n'est apparue.

Cependant, l'ossature de toute riposte future des travailleurs — les syndicats — demeure intacte. Comparé aux autres pays, le mouvement syndical finlandais est un des plus forts au monde.

Des signes de résistance croissante à la politique d'austérité et à la « ligne de l'auto-restriction » sont déjà apparus dans plusieurs syndicats. On a ainsi vu, cette année, des cas où les accords salariaux n'ont pas été acceptés et où les directions ont été forcées d'organiser un vote à la base. Les années à venir verront surgir de nombreuses luttes pour défendre les salaires, les droits syndicaux dans les entreprises, ou pour réclamer la diminution du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage croissant. C'est de ces expériences de lutte que pourra émerger, à l'avenir, une nouvelle direction « lutte des classes » susceptible d'apparaître comme une alternative aux directions ouvrières réformistes. ■

Pekka HAAPAKOSKI
Stockholm, avril 1983.

6. L'Union soviétique n'a pas été sans exercer des pressions officielles dans le débat au sein du Parti communiste. Ainsi, à la veille du congrès extraordinaire du Parti communiste finlandais de la mi-mai 1982, un membre du Bureau politique du PCUS devait critiquer, devant une délégation de communistes finlandais, l'orientation majoritaire de ces derniers, en dénonçant « certaines tendances et faits que l'on peut observer dans le PC finlandais et qui menacent d'en modifier le caractère marxiste-léniniste (...), ce qui aurait des conséquences négatives et de longue portée sur le développement de l'amitié et de la coopération finno-soviétique ». (Le Monde, 14 mai 1982.)

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

MEXIQUE

Le PRT milite pour une organisation nationale des femmes

La campagne électorale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IV^e Internationale), en 1982, a fait apparaître au grand jour le très large mécontentement ressenti par diverses couches de la population : travailleurs, paysans, habitants des bidonvilles, femmes, face à la politique d'austérité menée par le gouvernement mexicain. Les femmes ont participé en très grand nombre à la campagne.

Aujourd'hui, le PRT influence des milliers de femmes qui voient en lui une alternative possible au régime du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Bien qu'elles n'aient pas nécessairement une conscience à proprement parler féministe, les femmes sont de plus en plus actives dans les diverses luttes qui se mènent dans les syndicats, dans les campagnes, dans les comités de travailleurs et de quartiers, avançant parfois leurs propres revendications.

Aussi, le PRT pense-t-il qu'il est aujourd'hui possible de prendre de premières initiatives allant vers la mise en place de comités pour la construction d'une organisation nationale de femmes. Cette organisation aura pour objectif de contribuer au développement général du mouvement des femmes tout en exprimant l'influence du PRT en son sein. Pour ce faire, le PRT entend partir des besoins concrets des femmes des différents secteurs de la société pour, ensuite, viser à faire de l'organisation un instrument de lutte, organisé et centralisé nationalement, qui permettra aux femmes de défendre plus efficacement leurs revendications les plus pressantes.

Le PRT continuera d'apporter son soutien aux revendications les plus progressistes des femmes, comme la législation en faveur de l'avortement. Il entend également développer une conscience féministe au sein de l'organisation nationale des femmes, tout en étant conscients du fait qu'aujourd'hui la masse des femmes n'est pas encore mobilisée et organisée sur de telles revendications traditionnellement perçues comme plus spécifiques aux femmes.

Le mouvement des femmes est aujourd'hui fragmenté et dispersé. Il s'agit donc de faire du mouvement national des femmes un pôle d'attraction pour les femmes qui n'ont pas encore trouvé une organisation répondant à leurs aspirations.

Le PRT a déjà participé à quelques expériences positives qui ont mis en lumière la nécessité de la construction d'une telle organisation :

— Avec l'Association des habitants des bidonvilles (CUCUTAC), les femmes ont mené une lutte exemplaire pour l'amélioration des conditions de vie.

— A Tijuana, les femmes ont fait fonctionner un élevage de poulets, répartissant les tâches entre elles. Dans cette expérience, les femmes ont vu qu'elles pouvaient imposer leurs propres revendications et aider ainsi à l'économie familiale.

— Dans l'Etat de Sonora, les femmes ont pris part à la lutte contre les expropriations foncières. Elles s'organisent pour prendre en charge des tâches qui vont au-delà des travaux domestiques traditionnels ou de l'aide apportée aux hommes, et ont entrepris de lutter pour l'obtention de services publics comme l'eau, l'électricité, les transports.

— A Vera Cruz, les ouvrières de la couture et les cuisinières se sont organisées pour préparer des repas qu'elles ont vendus pour augmenter les revenus familiaux. Ceci a eu une conséquence importante : les hommes ont commencé à prendre en charge les tâches qu'ils refusaient généralement de faire, comme celle de s'occuper des enfants, permettant ainsi aux femmes de poursuivre leur action.

— A Taxco, les femmes ont pris part à la lutte contre une compagnie multinationale qui voulait faire construire un hôtel sur les terres des paysans locaux. Les femmes se sont peu à peu impliquées dans la lutte et elles ont constaté qu'elles pouvaient faire plus que simplement se battre pour des choses utiles à leurs familles. La lutte pour les coopératives est importante dans ces régions sévèrement touchées par la crise économique.

— A Chihuahua, un groupe autonome de femmes a mis sur pied une équipe de conseillères juridiques qui étudie les problèmes des femmes, tels que la dépenalisation de l'avortement. Il a également apporté son aide à la construction de l'organisation nationale des bidonvilles, aux côtés des autres travailleuses.

Ce type d'expériences constitue une première étape vers l'auto-organisation des femmes. La prochaine étape devrait consister en l'adoption d'une orientation fondée plus précisément sur la défense des revendications spécifiques des femmes, car il y aurait le risque, sinon, de s'en tenir à des structures conjoncturelles sans perspective aucune pour la poursuite de la lutte. Aussi, la dimension nationale et l'autonomie sont-elles des conditions fondamentales pour la construction d'une organisation des femmes. ■

ILE MAURICE

Vers des élections anticipées

Un an à peine après la victoire écrasante de la coalition électorale du Mouvement militant mauricien (MMM) et du Parti socialiste mauricien (PSM) en juin 1982, les promesses électorales, et surtout les espoirs des masses populaires, ont été totalement trahis par le nouveau gouvernement. La désorientation de la population laborieuse est aujourd'hui d'autant plus grande qu'elle attendait de cette victoire un changement radical de société, voire la marche vers le socialisme, comme l'avaient promis pendant des années les dirigeants du MMM.

Une première poussée électorale du MMM en 1976 avait déjà sanctionné la montée de la lutte des classes dans cette petite île de l'océan Indien. La victoire électorale de juin 1982 en a constitué un nouveau palier, la totalité des sièges revenant à la coalition MMM-PSM. Mais la période de la lutte des classes inaugurée par cette victoire écrasante (le fameux « 60 à 0 ») risque maintenant de s'achever dans la démobilisation et la démoralisation, du fait de l'attitude des dirigeants du MMM et du PSM. Leur politique n'a eu, en fin de compte, qu'un seul dénominateur commun : gâcher ce potentiel de lutte et de combativité populaire pour imposer une politique de défense des intérêts bourgeois.

De crise gouvernementale en crise gouvernementale, on est arrivés à la rupture de l'alliance MMM-PSM, en mars dernier, à la dissolution du Parlement, il y a quelques semaines, et à l'annonce d'élections anticipées pour la fin août.

Le rejet par la masse des travailleurs de la politique économique du gouvernement, menée sur les conseils du Fonds monétaire international (FMI) et sous la direction de Paul Bérenger, alors ministre des Finances, a été le facteur déterminant de la crise gouvernementale du mois de mars dernier. Cette réprobation populaire s'est notamment manifestée par la formation d'un front syndical contre l'austérité regroupant les principales centrales du pays. L'opposition de ce front à la politique économique du gouvernement MMM-PSM risquait de provoquer une rupture des liens traditionnels entre le MMM et la centrale syndicale General Workers Federation (GWF). Par ailleurs, les militants radicaux du MMM regroupés autour du bulletin *Lalit Travayer (Lutte ouvrière)* et actifs au sein du Front national anti-chô-

mage (FNAS), organisation qui a largement contribué à la mobilisation pour la victoire électorale du MMM, rencontraient un écho grandissant dans leur agitation contre l'austérité. La bataille pour imposer un budget d'austérité s'annonçait donc difficile pour le gouvernement. Confronté d'une part à la résistance d'un secteur bourgeois traditionnel opposé à sa politique de rationalisation économique et, d'autre part, à la désapprobation populaire, Paul Bérenger a pris l'initiative de la dernière crise gouvernementale en démissionnant du gouvernement avec onze autres ministres, et en rompant l'alliance MMM-PSM.

En quelques mois, l'échiquier politique se trouvait donc profondément modifié. Le MMM se retrouvait dans l'opposition, tandis que son ancien président, Anerood Jugnauth, constituait sa propre formation, le Mouvement socialiste mauricien (MSM) et formait un gouvernement avec des membres du PSM.

Le plus grave est que ces manœuvres politiciennes sont partiellement parvenues à faire régresser la conscience de classe des travailleurs par rapport à son niveau de juin 1982 et à raviver le poison communaliste, donnant ainsi un regain de vigueur aux oppositions entre communautés ethniques et religieuses. C'est dans ce contexte que le Parlement vient d'être dissous et que de nouvelles élections sont convoquées pour le mois d'août prochain. Aucune des formations issues du gouvernement MMM-PSM ne pourra prétendre y représenter les intérêts des travailleurs. Ainsi, le MSM de Jugnauth vient de passer un accord électoral avec le Parti travailliste, qui avait été balayé de la scène politique en juin 1982. De son côté, le MMM de Bérenger mènera une campagne de gestion de la crise de style rocardien, présentant principalement des technocrates petits-bourgeois aux suffrages des travailleurs. De plus, pour pouvoir se présenter en toute quiétude devant la bourgeoisie et l'impérialisme, la direction du MMM a récemment exclu ses militants de base les plus radicaux, que l'on retrouvait dans le FNAS et qui diffusaient au sein du MMM le bulletin intitulé *Lalit Travayer*. Le droit à réunir une assemblée générale des militants pour trancher cette question leur a même été refusé. Dès lors, ils se sont tournés vers la construction d'une véritable organisation socialiste des travailleurs, comme le proclame le sous-titre de leur organe hebdomadaire *Konba Travayer (Combat ouvrier)*, publié et vendu à plusieurs milliers d'exemplaires depuis le 1er mai dernier. Ces militants se sont mobilisés contre la tenue d'élections anticipées et pour le respect du mandat populaire sans équivoque donné par les travailleurs à leurs dirigeants, en juin 1982.

Dans *Konba Travayer* numéro 7, du 10 juin 1983, avant même l'annonce de la dissolution du Parlement, les militants du LT-FNAS définissaient ainsi leur perspective :

« 1) Mobilisation dans l'immédiat des syndicats, des travailleurs, des jeunes et

des militants contre les élections anticipées. Il ne faut pas que nos "60 à 0" disparaissent à tout jamais au bénéfice des capitalistes. Dans la mobilisation et dans la lutte, il nous faut ces "60 à 0" pour renforcer les nationalisations, obtenir la révocation de l'Industrial Relation Act (IRA), du Public Order Act (lois répressives), la mise sur pied du Cargo Handling (structure de gestion du port nationalisé) et la satisfaction des revendications des travailleurs.

« 2) Si, malgré tout, on se trouve face à l'échéance d'élections anticipées, les militants du LT-FNAS, les syndicats, toute la gauche militante en général ne doivent-ils pas présenter en commun une liste ouvrière unique sur la base d'un programme anticapitaliste, anti-impérialiste et anti-austérité ?

« 3) Il faut renforcer l'initiative déjà prise pour la construction d'une organisation révolutionnaire de masse comme troisième voie, celle des travailleurs, face à l'alternative social-démocrate en faillite et pour faire échec à la droite. »

Le 19 juin dernier, les militants de la tendance *Lalit Travayer* du MMM annonçaient la création de l'Organisation militante des travailleurs (OMT), qui regroupe déjà plusieurs dizaines de membres, et la transformation de leur front de masse, le FNAS, en un Front national anti-souffrance s'adressant non seulement aux jeunes chômeurs, mais à l'ensemble du peuple travailleur. ■

EL SALVADOR

La position du FMLN-FDR sur les négociations

Le document que nous publions ci-après définit les positions du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du Front démocratique révolutionnaire (FDR) relatives aux conditions nécessaires à la recherche d'une solution politique du conflit salvadorien. Il a été rendu public le 9 juin dernier et publié intégralement dans Bandera Socialista, organe du Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IVE Internationale, du 13 juin dernier. La traduction a été effectuée par la rédaction d'Inprecor.

Tout au long de ces trois dernières années, nos fronts ont parvenus à définir la nécessité d'une solution politique au conflit salvadorien. Aussi bien le gouvernement du Salvador que l'administration Reagan ont répondu à nos propositions en refusant le dialogue, en accroissant la répression et en intensifiant l'intervention militaire et politique contre notre peuple.

Aujourd'hui, devant l'avancée incontestable des forces démocratiques et révolutionnaires du peuple salvadorien et la pression internationale grandissante en faveur d'une solution politique, nos enne-

mis prétendent se parer du manteau du dialogue. Toutefois, les paroles conciliatrices ne peuvent occulter la réalité dramatique d'un gouvernement salvadorien qui ne tient debout que grâce au terrorisme d'Etat et au soutien de l'administration Reagan, qui accentue son aide militaire et en arrive ainsi, chaque fois un peu plus, à assumer la conduite directe de la guerre au Salvador et en Amérique centrale.

LES CINQ POINTS

Face à cette situation, le FMLN et le FDR réaffirment leur volonté de lutte jusqu'à la conquête de l'indépendance nationale, de la justice et de la paix pour notre peuple ; en même temps, nous affirmons que notre politique de dialogue et de négociation est toujours en vigueur. Pour cela, nous présentons les points suivants comme base pour parvenir à une solution du conflit par la voie politique.

1) L'objectif central est de sauver la souveraineté nationale et d'obtenir une solution juste qui permette de dépasser l'actuel état de guerre imposé et qui garantisse à tous les Salvadoriens une société indépendante, démocratique et juste, ainsi que la cohabitation pacifique entre les peuples d'Amérique centrale.

2) Cet objectif pourra être atteint au moyen d'un dialogue direct et sans conditions préalables entre les parties en conflit, au cours duquel les problèmes qu'affronte notre société seront globalement débattus, et où tous les secteurs intéressés par la recherche de la paix et de la justice seront pris en compte.

3) Nous considérons comme parties directement impliquées dans le conflit, d'un côté les gouvernements du Salvador et des Etats-Unis et, de l'autre, nos fronts, le FDR et le FMLN. Si notre conflit a pour racine l'injustice et la répression subies par le peuple, le rôle interventionniste croissant du gouvernement du président Ronald Reagan montre clairement qu'au Salvador il n'y aura ni paix ni justice, ni indépendance, tant que ladite administration poursuivra sa politique militariste et interventionniste.

4) L'alliance des forces démocratiques et révolutionnaires représentées au sein du FDR-FMLN est une partie indispensable et indivisible dans la recherche d'une solution politique. Les tentatives de solution de la crise en marge d'un de nos fronts sont irréalisables et rejetées par le FDR et le FMLN comme des manœuvres de division.

5) Dans le processus de dialogue, nous considérons comme nécessaire que des tierces personnes y participent en tant que témoins et médiateurs ; pour cela, nous estimons que le dialogue doit se dérouler dans le cadre d'une rencontre où les parties en conflit soient dans un climat de confiance et de sécurité.

PROPOSITION

C'est sur la base de cette position que nous proposons d'entamer un processus de

dialogue orienté vers la concrétisation d'une réelle négociation entre le FDR-FMLN d'un côté, et les gouvernements des Etats-Unis et du Salvador de l'autre. Ce processus de dialogue et de négociations doit se réaliser dans le cadre d'une rencontre de confiance organisée par des gouvernements qui défendent effectivement et activement une position en faveur d'une solution politique de notre conflit. C'est sur la base de ce qui vient d'être énoncé que nous jugeons et évaluons les diverses initiatives qui existent actuellement.

L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE REAGAN

Nous considérons monsieur Richard Stone, envoyé spécial du président Ronald Reagan en Amérique centrale comme le représentant d'une des parties directement impliquées dans notre guerre et comme un médiateur. Le rôle que joue l'administration nord-américaine par son soutien économique, politique et militaire au régime salvadorien, et le contrôle croissant qu'elle exerce sur les décisions du gouvernement dans notre pays, convertissent le gouvernement de monsieur Reagan en une partie belligérante directement confrontée au FDR-FMLN.



C'est dans cet esprit que nous nous sommes adressés par écrit à monsieur Stone pour lui proposer d'entamer un dialogue direct sur les voies pour une solution politique du conflit. Nous avons également proposé que ce dialogue ait lieu sur le territoire des Etats-Unis et en présence de témoins du Congrès de ce pays. De même, nous avons confié à la Commission politico-diplomatique du FMLN-FDR la tâche de faire avancer ce processus de dialogue.

LA COMMISSION POUR LA PAIX

La Commission pour la paix, nommée par le président salvadorien Alvaro

Magana, a adressé au FDR un appel public à la réflexion et au dialogue. A ce propos, et tout en réaffirmant notre volonté de dialoguer sans conditions préalables, nous demandons au gouvernement du Salvador qu'il définisse les points suivants :

— Que représente la Commission pour la paix ? Nous savons qu'il s'agit d'un pacte entre partis politiques, parmi lesquels l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) a déclaré publiquement que dialoguer avec nous, c'était trahir la patrie. Nous savons que les membres de la Commission ont été nommés par le président de la République, qui a choisi un évêque, un diplomate en retraite, et le chef d'un parti mineur de la coalition gouvernementale. Il est donc justifié de demander : représente-t-elle les partis politiques ? tous les partis politiques ? le gouvernement ? qui ?

— Quels pouvoirs a cette Commission pour la paix ? Est-ce un intermédiaire entre le gouvernement du Salvador et nous, ou a-t-elle des pouvoirs réels pour discuter et parvenir à des accords sur des questions de fond ? L'absence en son sein de forces réelles, politiques et militaires, mène à penser qu'il s'agit d'un instrument agissant comme intermédiaire.

— Cette initiative de la Commission pour la paix traduit-elle un changement par rapport au rejet que le gouvernement a opposé à notre proposition de dialogue en octobre 1982 ?

La clarification de ces questions est nécessaire pour pouvoir entamer des discussions sur des bases fermes et précises et éviter ainsi le danger d'une manipulation concernant quelque chose d'aussi sérieux et urgent que la recherche de la paix par la voie du dialogue et de la négociation.

En ce sens, nous rejetons catégoriquement toute tentative de diviser nos fronts : le FDR et le FMLN sont alliés et disposés en tant que tels à rechercher une solution politique.

POUR L'AVENIR

Le FDR-FMLN a toujours déclaré que pour commencer et développer effectivement un processus de dialogue, la contribution et la médiation de tierces personnes sont nécessaires.

Dans le passé, nous avons accepté et impulsé des initiatives auxquelles différents gouvernements et forces sociales ont bien voulu répondre. Récemment, nous avons déclaré que les quatre gouvernements latino-américains, connus sous le nom de groupe de Contadora, pourraient constituer un cadre fiable où les parties en conflit pourraient impulser un processus de dialogue et de négociation.

La récente résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies, qui témoigne de sa confiance à l'égard des efforts du groupe de Contadora, nous a confirmé dans notre conviction. C'est pour cela que nous sommes favorables à ce que les représentants officiels de Colombie, du

Mexique, de Panama et du Venezuela abordent le problème du Salvador et mettent en place des mécanismes permettant aux parties en conflit de développer un dialogue constructif. Nous réaffirmons, sans pour cela exclure d'autres propositions de médiation qui peuvent se présenter, que les propositions originales du groupe de Contadora sont une base réaliste et objective pour la paix au Salvador, et que le forum qu'ils ont constitué offre de bonnes possibilités pour développer ce processus.

Commandement général du FMLN,
Comité exécutif du FDR,
5 juin 1983.

PORTO RICO

Installation d'une nouvelle base US

Le gouvernement nord-américain vient de réaffirmer sa volonté d'utiliser Porto Rico comme tremplin pour l'intervention impérialiste en Amérique centrale. C'est ce qui ressort clairement de la décision, communiquée en avril dernier par les responsables de l'armée de l'air américaine, de réouvrir l'ancienne base aérienne US de Ramey, à Aguadilla, et le projet de transfert du siège de la fameuse Ecole militaire des Amériques, de Panama à Porto Rico.

Connue aujourd'hui sous le nom de « Punta Borinquen », la base de Ramey a été, jusqu'en 1973, le siège du Commandement stratégique des Etats-Unis pour la Caraïbe. En ses moments d'intense activité, elle pouvait accueillir une trentaine de bombardiers B-52 avec leurs armes nucléaires. D'après *The San Juan Star* du 25 avril dernier, les responsables de l'armée de l'air américaine ont affirmé que, pour l'instant, la base de Ramey ne serait utilisée que pour des exercices sporadiques d'entraînement. Cependant, « d'autres sources ont déclaré que la base serait éventuellement utilisée de manière permanente par la force aérienne pour des avions de reconnaissance et aussi, probablement, pour des avions de combat ». Un document secret du Pentagone, récemment rendu public, précise que l'utilisation de la base de Ramey est, toujours selon *The San Juan Star*, d'une importance « critique pour l'accomplissement de la mission » de la force aérienne américaine dans la Caraïbe. Cette mission consiste évidemment à combattre la montée révolutionnaire dans toute la région. Le document en question, qui se réfère au projet de réhabilitation de la base de Ramey sous le nom d'« Initiative Borinquen », donne comme justification « la croissante capacité militaire de Cuba », « la présence soviéto-cubaine grandissante à Grenade », « la vulnérabilité des voies de communication maritimes et des installations nord-américaines d'importance

vitale, à Panama et à Porto Rico, et la nécessité de renforcer la capacité des forces aériennes des Etats-Unis d'effectuer des opérations maritimes en défense de ses intérêts », ainsi que « la nécessité de pouvoir réaliser (...) des opérations à grande portée jusqu'à l'Atlantique Sud et l'Afrique ».

ETAT ESPAGNOL

Nouveau glissement à droite de l'UGT

Le XXXIIIe congrès de l'Union générale des travailleurs (UGT), centrale syndicale liée au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) aujourd'hui à la tête du gouvernement, a eu lieu récemment sous le signe de la « gouvernementalisation » de la confédération syndicale. L'objectif de la direction, qui était d'aligner l'orientation de l'UGT sur la politique d'austérité menée par le PSOE au gouvernement, a donc représenté un nouveau glissement à droite du syndicat. Cela ne s'est toutefois pas fait sans résistance, puisque 27 % des participants se sont abstenus sur le rapport d'activité de la direction sortante. Malgré tout, celle-ci a été réélue sans problème, à une quasi-unanimité, le président sortant, Nicolas Redondo, obtenant 99,30 % des voix.

La fonction essentielle de ce congrès était de préparer les cadres syndicaux à accepter avec résignation l'austérité du gouvernement PSOE. La défense d'une politique de concertation sociale, sous l'appellation de « pacte de solidarité », se trouvait au centre des thèses présentées par la direction. Pour justifier l'acceptation de la politique de restrictions salariales, le texte présentait une subtile distinction entre « le salaire nominal » qui, compte tenu de la situation économique, devait être réduit, et « le salaire social ou différé » — c'est-à-dire les prestations sociales diverses que le gouvernement du PSOE s'était engagé à accorder —, qui devait permettre de maintenir « globalement le pouvoir d'achat ». Sur la ques-

tion de l'emploi, alors que les représentants gouvernementaux délaissent de plus en plus ouvertement les promesses électorales du PSOE de créer 800 000 postes de travail, la direction de l'UGT s'est contentée de déclarer : « Nous verrons ce que nous ferons si le gouvernement abandonne sa promesse. Il faudra étudier ses arguments. »

Bien évidemment, cette évolution droite s'est aussi accompagnée d'un mouvement identique dans le domaine de la démocratie syndicale. C'est d'ailleurs sur ce point que le congrès a été le plus sensible, mettant en échec la direction de l'UGT sur sa tentative de convoquer les congrès tous les 4 ans et non plus tous les 3 ans, comme c'est le cas actuellement. Le rapport d'activité présenté par Nicolas Redondo a constitué une véritable apologie de la politique de concertation sociale menée par l'UGT. Certains pactes sociaux signés avec le gouvernement et le patronat dans le passé ont été présentés comme les « meilleurs accords possibles », le soutien sans faille au gouvernement PSOE a été réaffirmé, et la division syndicale a été défendue au nom de « l'identité de l'UGT ». Redondo devait même déclarer que c'était là « le meilleur rapport d'activité que je n'ai jamais présenté », justifiant la politique de « pacte de solidarité », c'est-à-dire la modération des revendications salariales ouvrières, par la nécessité « de sortir de la crise et de s'intégrer à la relance mondiale qui est prévue ».

Néanmoins, ce discours d'autosatisfaction n'a pas convaincu tout le monde, puisque plus du quart des délégués au congrès se sont abstenus sur le vote du rapport d'activité. Ce courant d'opposition reste toutefois très hétérogène. Certains voulaient marquer ainsi leur opposition à la bureaucratisation du syndicat sans remettre forcément en cause son orientation, ce qui était le cas des délégués de Madrid. D'autres, comme les Fédérations de la banque et de la construction, qui ont une attitude critique face aux pactes sociaux déjà signés par l'UGT, représentent en fait une aile gauche au sein même de l'appareil syndical. Cependant, leurs critiques, qui se limitent à réclamer l'application des contreparties promises lors des négociations salariales, ne s'opposent pas fondamentalement à la politique de concertation.

Enfin, l'opposition la plus cohérente fut animée par les délégués de l'Alava, qui représentent traditionnellement le secteur le plus important de la gauche syndicale présente dans l'UGT. Les efforts de la direction pour les faire taire ont été nombreux. Cette fois-ci cependant, l'intervention de ces délégués n'a pas été accueillie par le traditionnel silence de mort, mais par une certaine sympathie, et même des applaudissements. Pourtant, leur intervention remettait en cause l'idée même d'une réduction des revendications ouvrières dans une période de crise économique, une telle politique ne faisant en effet qu'accroître les profits des patrons (qui n'investissent pas et organisent le chômage) et démobiliser les travailleurs. ■

(suite de la page 28)

ruptions du discours du Pape et, qu'en outre, ils ne respectaient pas les libertés religieuses ...

— Aucun gouvernement n'a fait autant pour que le maximum de personnes puissent voir le pape. Il a mis à leur disposition tous ses véhicules, ainsi que l'essence nécessaire, bien que nous n'en ayons pas trop. Nous, chrétiens nicaraguayens, attendions du pape qu'il se prononce clairement pour la paix et contre l'invasion. Il a malheureusement omis de le faire, et cela a déçu et irrité les gens. Les cris comme : « Le christianisme et la révolution sont faits l'un pour l'autre » étaient spontanés. Le pape a encore jeté de l'huile sur le feu lorsque, de manière autoritaire et sèche, il a réclamé le silence. Les dirigeants sandinistes se sont comportés avec beaucoup de retenue. Au Nicaragua, il y a une liberté absolue en matière de culte et de religion. Dans aucun autre pays d'Amérique centrale les prêtres ne vivent et n'agissent avec autant de liberté que chez nous.

— Peut-on être marxiste et chrétien ?

— A Rome, on a toujours dit qu'un marxiste ne pouvait absolument pas être chrétien car, en tant que marxiste, il était nécessairement athée. Mais je ne crois pas qu'il soit du ressort de Rome de décider qui est marxiste et qui ne l'est pas. Le marxisme et le christianisme ont un objectif commun. Nous, les chrétiens, l'appelons la réalisation du royaume de Dieu sur la terre. Cela veut dire une société sans égoïsme, dans laquelle tous les biens de la terre et les fruits du travail sont partagés fraternellement. Le socialisme authentique, profond, comme Marx le postulait, nous rapproche davantage de ce but que le capitalisme.

— Tu ne vois donc pas de contradiction entre le christianisme et la révolution ?

— Non, car le vrai christianisme veut une modification fondamentale de toutes les structures humaines. Cela signifie une révolution. Une telle modification radicale est en cours au Nicaragua. Notre devoir de chrétien est de participer au processus révolutionnaire et de le protéger contre l'extérieur.

— Qu'attends-tu de nous en Suisse ?

— La solidarité. Nous avons besoin de moyens financiers pour les écoles, pour le système de santé, pour le boisement. Mais, surtout, nous avons besoin de solidarité politique. Elle peut prendre la forme, par exemple, d'une déclaration de parlementaires contre la politique de Ronald Reagan en Amérique centrale, comme viennent de le faire des députés ouest-allemands, ou encore de manifestations de masse, comme celle d'aujourd'hui. ■

Propos recueillis par « LA BRECHE »,
Juin 1983.



La parole à Ernesto Cardenal

Prêtre, révolutionnaire, écrivain et ministre de la Culture du gouvernement sandiniste

MINISTRE nicaraguayen de la Culture, écrivain, prêtre et révolutionnaire, Ernesto Cardenal a participé à la grande manifestation nationale contre l'intervention américaine en Amérique centrale, qui a réuni près de 6 000 personnes à Berne, en Suisse, le 4 juin. Il a également pris part aux réunions publiques de Genève, Berne et Zürich, qui ont rassemblé environ 1 000 personnes à chaque fois. C'est lors de cette tournée, au cours de laquelle il a donné plusieurs conférences de presse, qu'Ernesto Cardenal a accordé l'entretien publié ci-dessous à nos camarades du Parti socialiste ouvrier (PSO) pour leur organe la Brèche.

« LA BRECHE » : — Quelle est l'influence de l'invasion des contre-révolutionnaires somozistes, soutenue et dirigée par les Etats-Unis, sur le climat social au Nicaragua ? Les gens ont-ils peur ?

Ernesto CARDENAL : — L'invasion a renforcé l'unité du peuple, du gouvernement et du Front sandiniste de libération nationale. La volonté de défendre le pays et la révolution s'est développée. Au nord, dans la région qui borde le Honduras, l'invasion a naturellement une grande influence sur la vie quotidienne de

la population. On y vit dans le risque permanent de se faire tuer. Les somozistes procèdent uniquement par embuscades, tirant sur tout ce qui passe à portée de leurs armes, que ce soient des véhicules civils ou des paysans au travail.

— La population soutient-elle vraiment fermement le gouvernement ?

— Les pauvres certainement, les riches plutôt pas. Nous avons introduit un système sanitaire gratuit, qui profite aux pauvres et pas aux riches. Ces derniers pouvaient déjà, avant cela, se faire soigner à Miami, aux Etats-Unis. Les écoles gratuites n'ont pas davantage profité aux riches, qui disposaient déjà auparavant de très bonnes écoles. La répartition des terres également s'est faite uniquement en faveur des pauvres.

— Quelles sont les conséquences de la guerre sur la situation économique et sur les conquêtes sociales de la révolution ?

— A cause de cette guerre, nous devons consacrer beaucoup d'argent aux tâches militaires. Mais il faut souligner ici que nos dépenses pour la défense sont bien plus réduites que les médias ne le

prétendent souvent. Ainsi, par exemple, nous n'achetons pas d'armes. Nous nous les faisons offrir, naturellement sans condition aucune. Le Nicaragua ne possède que des armes défensives. Ainsi, nous avons une aviation faible et de mauvaise qualité, mais, par contre, un très bon système de défense antiaérienne. Nous avons quelques mauvais tanks, mais un bon système de défense antichar.

Malgré la guerre, nous poursuivons notre programme d'alphabétisation et de développement culturel. Les aliments de base ne sont pas devenus plus chers. Les systèmes sanitaire et scolaire sont restés gratuits. Bien sûr, nous avons été obligés de supprimer certains projets. Par exemple, nous avions le projet de sauver le grand lac situé au cœur du Nicaragua, avant qu'il ne meure du fait de la pollution. Au lieu de pouvoir utiliser l'argent nécessaire pour une politique écologique et sauver notre lac, Ronald Reagan nous oblige à le dépenser pour sauver le pays et la révolution. Mais nous ne renonçons pas au projet.

— La production la plus importante du Nicaragua est le coton. Essayez-vous de vous dégager de cette monoculture ?

— Oui, absolument, et cela pour des raisons économiques et écologiques. Parce que nous dépendons profondément du coton, nous sommes pris dans le marché mondial comme un bateau dans une tempête. En outre, nous devons importer beaucoup de moyens techniques pour sa culture, ce qui commence à nous coûter cher. A cela s'ajoute un autre fait : les plantations de coton exigent que d'immenses surfaces soient défrichées, que tous les arbres soient abattus. Il y a alors érosion, le sol est ravagé, l'humus est balayé et emporté par les vents. Nous travaillons donc actuellement à un programme de reboisement.

— Au Nicaragua, il y a visiblement deux Eglises. D'une part, cinq prêtres font, en tant que ministres, partie du gouvernement sandiniste. D'autre part, l'archevêque de Managua, Obando y Bravo, est l'un des adversaires les plus décidés de la révolution sandiniste.

— Au Nicaragua, il n'y a pas deux Eglises. Il n'y en a qu'une, mais elle est divisée. C'est la division entre riches et pauvres qui a toujours existé, comme le montre l'intervention de l'apôtre Paul contre les cités corinthiennes. Lors de la révolution, lorsque les pauvres s'insurgent contre les riches, cette division devient simplement plus visible. La grande majorité des chrétiens de mon pays est du côté de la révolution. La visite du pape l'a aussi confirmé : 700 000 personnes, c'est-à-dire un tiers de la population nicaraguayenne, l'ont accueilli et se sont majoritairement prononcées pour une jonction entre l'Eglise et la révolution.

— On a prétendu alors que ce sont les sandinistes qui avaient organisé les inter-



Mobilisation populaire dans les campagnes nicaraguayennes. (DR)